
PANORAMA DE PRESSE

17/03/2020 10h17

COOPERATION TRANSFRONTALIERE

SOMMAIRE

17-03-2020

(45 articles)



mardi 17 mars 2020
07:22

Les infos de 6h30 - Coronavirus : quelles exceptions à la fermeture des frontières de l'UE? (379 mots)

Emmanuel Macron a annoncé ce lundi la fermeture des frontières de l'Union Européenne et de l'espace Schengen, mais il y a des exceptions. Comme annoncé...

Page 8



mardi 17 mars 2020
06:02

Coronavirus La frontière avec l'Allemagne est désormais fermée (49 mots)

Pour tenter d'endiguer la progression de l'épidémie de coronavirus, la frontière avec l'Allemagne est fermée à Strasbourg, à Marckolsheim ou encore à Huni...

Page 9



mardi 17 mars 2020
05:07

Apach | Coronavirus « Allemagne, interdit » : la police sarroise verrouille la frontière (440 mots)

Ce lundi 16 mars, vers 10 h, les autorités allemandes se sont positionnées au rond-point d'Apach. Seuls les salariés frontaliers et les marchandises ont...

Page 10



mardi 17 mars 2020

Covid-19 : après des fermetures de frontières en ordre dispersé, la Commission européenne tente de reprendre la main (1063 mots)

Limiter la contagion du virus SARS-CoV-2 sans pour autant menacer l'intégrité du marché intérieur, qui est l'une des clés de voûte ...

Page 14



mardi 17 au lundi 23
mars 2020

Davantage de télétravail pour les travailleurs frontaliers (159 mots)

GRAND-DUCHÉ Suite à la situation sanitaire liée à la crise du Covid-19, de nombreux travailleurs frontaliers vont être amené...

Page 17



mardi 17 mars 2020

La Suisse se ferme, pas pour les frontaliers (54 mots)

La Suisse s'est mise en état d'urgence ce lundi pour le coronavirus. Commerces et restaurants sont fermés au moins jusqu'au 19 avril. La frontière français...

Page 18



mardi 17 mars 2020

L'Allemagne va fermer lundi partiellement ses frontières (545 mots)

L'Allemagne et la France vont partiellement fermer à partir de lundi matin leur frontière commune pour tenter de freiner la...

Page 19



mardi 17 mars 2020

Passer la frontière suisse : avec un contrat de travail (422 mots)

« Aucun souci pour passer la grande douane de Delle. Je suis passée à 5 h 50 et il n'y avait aucun contrôle », assure Marie...

Page 20

La Suisse en état d'urgence, la frontière fermée sauf pour les frontaliers (736 mots)

Page 21

La Suisse s'est mise en état d'urgence ce lundi pour le coronavirus. La frontière française est fermée, sauf pour les frontaliers et le transit. Commerces ...

L'Europe se ferme au reste du monde et tente de s'organiser (664 mots)

Page 23

C'est une étape importante de plus dans le repli sur soi de l'Unio...

L'entrée en Suisse partiellement interdite (423 mots)

Page 24

Le Conseil fédéral suisse a décidé d'établir, dès ce lundi soir minuit, des contrôles aux frontières allemandes, françaises...

La frontière avec l'Allemagne est désormais fermée (327 mots)

Page 25

«Tut mir leid...» ou «Je suis désolé», n'ont cessé de répéter les policiers allemands postés sur le pont de l'Europe, au ...

Contrôles à la frontière : les Français ne passent plus, sauf exceptions (425 mots)

Page 26

Si vous n'êtes pas un travailleur transfrontalier en mesure de présenter une attestation de votre employeur ou d'un transpo...

L'Union européenne ferme ses frontières extérieures (328 mots)

Page 27

PANDÉMIE La Commission européenne a proposé lundi d'interdire les voyages «non essentiels» vers l'UE ...

Covid-19 : après des fermetures de frontières en ordre dispersé, la Commission européenne tente de reprendre la main (1062 mots)

Page 28

Le présidente Ursula von der Leyen a annoncé qu'elle allait proposer «une restriction temporaire» à l'entrée dans l'Union. Et dé...

Des mesures drastiques pour toute la Suisse (452 mots)

Page 31

Trois jours après avoir annoncé la fermeture des écoles, l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes et la f...

La région frontalière de Mons est désormais la plus touchée de Belgique (324 mots)

Page 32

par morad belkadi maubeuge@lavoixdunord.fr MONS (B). Comme partout en Europe, le coronavirus se répand à une vitesse folle ...

Coronavirus : pour passer la frontière au Luxembourg, ce formulaire est recommandé (151 mots)

Page 33

Si vous vivez en Lorraine et travaillez au Grand-Duché, voici le formulaire à télécharger et présenter pour passer la frontière en pleine épidémie de coro...



lundi 16 mars 2020
22:19

Dix-neuf douanes seront fermées entre Genève et la France voisine (208 mots)

Dès le mardi 17 mars, certaines douanes seront totalement closes, d'autres partiellement fermées. Retrouvez la liste des lieux. Coronavirus Les nou...

Page 34



lundi 16 mars 2020
21:31

Coronavirus : le Luxembourg veut faciliter le travail des frontaliers (418 mots)

Luxembourg, 16 mars 2020 (AFP) - Hôtel offert aux professionnels de santé, certificats pour passer la frontière ou abolitio...

Page 36



lundi 16 mars 2020
21:02

La France annonce une fermeture des frontières mais pas pour les frontaliers (661 mots)

Le président français s'exprimait ce lundi soir. Lors de son allocution, Emmanuel Macron a martelé: «nous sommes en guerre». Coronavirus Emmanuel M...

Page 38



lundi 16 mars 2020
18:32

La Commission européenne veut restreindre les "voyages non essentiels" vers l'UE pendant 30 jours (477 mots)

Par Euronews La Commission européenne a proposé ce lundi de " restreindre " les voyages " non essentiels " vers l'Union européenne, pour une période ...

Page 40



lundi 16 mars 2020
18:22

Coronavirus: vers une fermeture des frontières extérieures de l'UE (486 mots)

Bruxelles, 16 mars 2020 (AFP) - Le Vieux Continent, nouvel épicerie de la pandémie de coronavirus, s'apprête à se refermer...

Page 42



lundi 16 mars 2020
18:11

Coronavirus : faute de frontaliers, « tout le secteur de la santé du Luxembourg risque de s'effondrer » (584 mots)

Le constat est sans appel : « Tout le secteur de la santé du Luxembourg risque de s'effondrer en l'absence des frontaliers » : il est dressé ce ...

Page 44



lundi 16 mars 2020
18:08

Les mesures prises par Bruxelles face au coronavirus (REPERES, ACTUALISATION), Prev (760 mots)

Bruxelles, 16 mars 2020 (AFP) - Interdiction des voyages non essentiels vers le continent européen, flexibilité de la règle...

Page 46



lundi 16 mars 2020
18:06

Pour endiguer la propagation du coronavirus, l'Allemagne filtre ses frontières (639 mots)

"Quelle est la raison de votre entrée en Allemagne?": au poste-frontière de Freilassing, en Bavière, douaniers et policiers filtrent depuis lun...

Page 49



lundi 16 mars 2020
17:52

VIDÉO. Coronavirus : des poids lourds bloqués à la frontière entre l'Allemagne et la Pologne (167 mots)

VIDÉO. Coronavirus : des poids lourds bloqués à la frontière entre l'Allemagne et la Pologne Pour lutter contre l'épidémie de coronavi...

Page 51



lundi 16 mars 2020
17:49

Les Européens préparent des mesures concertées contre le Covid-19 (2335 mots)

Page 52

Les Européens préparaient lundi des mesures concertées face à la pandémie de Covid-19 dont le bilan dépasse dorénavant les 6.500 morts dans le monde, nota...



lundi 16 mars 2020
17:21

Coronavirus: les principales mesures en Europe (REPERES), Prev (547 mots)

Page 58

Paris, 16 mars 2020 (AFP) - Confinements, fermetures d'écoles, de commerces, voire de frontières, rassemblements interdits....



lundi 16 mars 2020
16:21

Coronavirus : cinq minutes pour comprendre la fermeture de frontières (891 mots)

Page 61

Les frontières ferment les unes après les autres pour tenter d'endiguer l'épidémie de coronavirus. Après les interdictions de rassemblements et ...



lundi 16 mars 2020
16:18

PHOTOS Personne n'entre en Sarre, sauf exception (92 mots)

Page 63

Depuis ce lundi matin, l'Allemagne ferme progressivement ses frontières à toutes les personnes qui ont transité par la France, à l'exception des trav...



lundi 16 mars 2020
15:16

Coronavirus: le Luxembourg réfléchit à héberger ses frontaliers (297 mots)

Page 64

Luxembourg, 16 mars 2020 (AFP) - Le Luxembourg va proposer à ses travailleurs frontaliers du secteur de la santé de loger d...

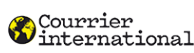


lundi 16 mars 2020
15:06

L'Europe a du mal à se coordonner face au coronavirus (601 mots)

Page 65

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, appelle les Etats de l'UE à coordonner leur lutte contre la pandémie de coronav...



lundi 16 mars 2020
15:03

Vu d'Allemagne. Les frontières se ferment et sonnent la fin de l'illusion européenne (545 mots)

Page 67

Après avoir jugé inappropriée la fermeture des frontières pour lutter contre la propagation du virus, le gouvernement Merkel a décidé, le 15 mars, d'adopt...



lundi 16 mars 2020
14:05

Coronavirus : cette infirmière frontalière de Moselle alerte sur ses conditions de travail (135 mots)

Page 69

Chloé, infirmière au Luxembourg originaire de Moselle, rencontre beaucoup de difficultés à prendre en charge tous ses patients à cause de la congestion du...



lundi 16 mars 2020
12:41

Coronavirus: de plus en plus de pays ferment leurs frontières (carte) (280 mots)

Page 70

Alors que l'Europe a été déclarée "nouvel épicode" de l'épidémie par l'OMS, de plus en plus de pays à travers le monde font le choix de ferme...



lundi 16 mars 2020
12:15

Coronavirus : peut-on acheter des cigarettes et faire le plein d'essence au Luxembourg ? (158 mots)

Page 71

En raison du coronavirus, l'Allemagne a décidé de fermer ses frontières avec la France. Celles du Luxembourg ne sont pour le moment pas encore closes. Mai...



lundi 16 mars 2020
11:41

Coronavirus à Strasbourg : Le tram vers l'Allemagne s'arrête à la frontière (135 mots)

Page 73

TRANSPORTS Les trois arrêts de la ville-frontière Kehl ne sont plus desservis. Contrôles renforcés, piétons refoulés, automobilistes qui font demi-tour...



lundi 16 mars 2020
11:11

Le Pont de l'Europe, nouveau symbole du contrôle de la frontière franco-allemande (707 mots)

Page 74

Il était le symbole d'une frontière ouverte entre une France et une Allemagne réconciliées. Lundi à 08H00, le Pont de l'Europe, entre Strasbourg et la vil...



lundi 16 mars 2020
10:53

Virus: les marchés chutent, les frontières se ferment (PAPIER GENERAL, ACTUALISATION), Prev (1130 mots)

Page 79

Paris, 16 mars 2020 (AFP) - Les marchés boursiers européens ont ouvert en chute libre lundi malgré l'offensive des banques ...



lundi 16 mars 2020
09:37

L'Allemagne met en oeuvre sa fermeture partielle des frontières (428 mots)

Page 82

Bad Reichenhall (Allemagne), 16 mars 2020 (AFP) - La police allemande a entamé lundi matin ses contrôles aux frontières ave...



lundi 16 mars 2020
09:28

Coronavirus : l'Allemagne a partiellement fermé ses frontières (258 mots)

Page 84

La France a elle annoncé renforcer les contrôles à sa frontière avec l'Allemagne. La police allemande a en...



lundi 16 mars 2020

« Un frontalier qui ne peut se rendre au Luxembourg verra la totalité de son salaire maintenue » (99 mots)

Page 85

Un accord vient d'être trouvé entre les gouvernements français, luxembourgeois et allemand qui permet aux frontaliers, le t...



lundi 16 mars 2020

La France et l'Allemagne vont restreindre au "strict nécessaire" les traversées de leur frontière commune (1994 mots)

Page 86

"Fermeture" partielle ou contrôles renforcés ? La France et l'Allemagne divergent sur la terminologie mais se rejoignent su...



lundi 16 au dimanche
22 mars 2020

La fermeture des frontières n'arrête pas le virus: 6 400 morts (681 mots)

Page 89

La cap des 6 000 décès a été franchi au niveau mondial. Une aggravation qui pousse les gouvernements à durcir leurs mesures...

17-03-2020

Les infos de 6h30 - Coronavirus : quelles exceptions à la fermeture des frontières de l'UE?

Emmanuel Macron a annoncé ce lundi la fermeture des frontières de l'Union Européenne et de l'espace Schengen, mais il y a des exceptions.

Comme annoncé par le chef de l'État lundi soir, les frontières extérieures de l'Union Européenne et de l'espace Schengen vont se refermer pour tenter de ralentir la propagation du coronavirus. Toute entrée de ressortissants non membres de l'Union sera interdite. Il y a toutefois des exceptions pour des pays qui ne sont pas membres de l'UE mais qui sont dans l'espace Schengen, c'est le cas de la Suisse et de la Norvège.

Il y a aussi la Grande-Bretagne qui n'est pas dans Schengen, qui n'est plus dans l'Union, mais qui bénéficie encore d'un statut préservé jusqu'en fin d'année. Il faut aussi préciser que les Français qui se trouveraient dans les pays concernés par ces fermetures pourront rentrer en France s'ils le souhaitent.

Les médecins étrangers qui viendraient nous porter assistance ou les diplomates ne sont pas non plus concernés. Tous les autres seront refoulés sauf raison impérative. Enfin, il est demandé de limiter les déplacements au sein de l'Union Européenne, seuls les travailleurs frontaliers pourront continuer de naviguer entre leur domicile et leur travail.

Économie - Emmanuel Macron a annoncé "un dispositif exceptionnel de report de charges fiscales et sociales, de soutien ou report d'échéances bancaires et de garanties de l'Etat à hauteur de 300 milliards d'euros pour tous les prêts bancaires contractés auprès des banques."

Vaccin - Le premier essai clinique pour tester un vaccin contre le nouveau coronavirus a débuté lundi à Seattle, ont indiqué les autorités sanitaires américaines. "L'essai clinique ouvert va inclure la participation de 45 adultes volontaires en bonne santé âgés de 18 à 55 ans pendant environ six semaines ", ont indiqué les Instituts nationaux de santé américains (NIH) dans un communiqué.

Société - Après les annonces d'Emmanuel Macron ce lundi 16 mars au soir, de nombreux Parisiens ont préféré anticiper le confinement effectif ce mardi midi et quitter la capitale pour rejoindre leurs familles et vivre le confinement en province.



Coronavirus La frontière avec l'Allemagne est désormais fermée

Pour tenter d'endiguer la progression de l'épidémie de coronavirus, la frontière avec l'Allemagne est fermée à Strasbourg, à Marckolsheim ou encore à Huningue depuis lundi matin. Seuls les transporteurs et les travailleurs frontaliers peuvent passer.



https://cdn-s-www.dna.fr/images/2BE8A566-2A16-4AB1-ADA9-09BE2505E4B0/COM_01/photo-1584395887.jpg

Sponsorisé Sponsorisé



Apach | Coronavirus « Allemagne, interdit » : la police sarroise verrouille la frontière

Ce lundi 16 mars, vers 10 h, les autorités allemandes se sont positionnées au rond-point d'Apach. Seuls les salariés frontaliers et les marchandises ont pu prendre la direction de Perl.

L'Allemagne ferme ses frontières pour limiter la propagation du coronavirus.

| Vu 11 fois

Il faut montrer un justificatif pour prendre la direction de Perl au rond-point d'Apach, situé aux frontières française, allemande et luxembourgeoise. La police sarroise a commencé à réguler la circulation dès ce lundi 16 mars, vers 10 h environ. Seuls les salariés frontaliers et les transporteurs de marchandises étaient a priori autorisés à pénétrer sur le territoire allemand. Les autres ont dû faire demi-tour.

Limiter les échanges « non-nécessaires »

« Wohin ? », demandent d'abord les policiers allemands postés au niveau du barrage à Apach. « Allemagne, interdit », répondent-ils aux automobilistes qui souhaitent simplement se rendre dans les supermarchés.

« Les ministres de l'Intérieur français et allemands sont en contact étroit depuis quelques jours pour évoquer les modalités de circulation [...] Ces contrôles ont pour objectif de limiter les échanges non-nécessaires entre nos deux pays afin de limiter la propagation du virus », écrit le ministère de l'Intérieur français dans un communiqué diffusé dimanche 15 mars.

Lundi matin, seule la présence policière allemande était visible au niveau de ce rond-point.

Une restriction qui risque de s'étendre

La plupart des personnes redirigées sur le rond-point des trois frontières entendent la mesure restrictive. « J'espère que cela va servir », exprime un conducteur français. « C'est trop tard, cette décision aurait dû être prise plus tôt », souffle un autre.

Cette restriction d'un territoire frontalier risque de s'étendre. Des Français employés au Luxembourg ont été informés en fin de semaine dernière que des autorisations permettant de se rendre au travail allaient leur être remises. Par précaution ou par anticipation.

Comme pour le reste des annonces et des mesures prises ces derniers jours et dernières heures, impossible pour l'heure de connaître leur pérennité.

À Waldwisse, ça passe

Lundi après-midi, sur les coups de 15h, le maire de Waldwisse, commune limitrophe, n'a pas constaté de présence policière française ou allemande à la frontière. Mais visiblement, les automobilistes sont disciplinés. « Les voitures ralentissent, observent et passent », relève un témoin.

Deux routes départementales (RD855 et RD64) mènent en Allemagne à cet endroit. Le trafic y serait considérablement réduit. La RD 855 est habituellement « une route économique », très empruntée par les camions notamment.

Edition Thionville - Hayange

Apach

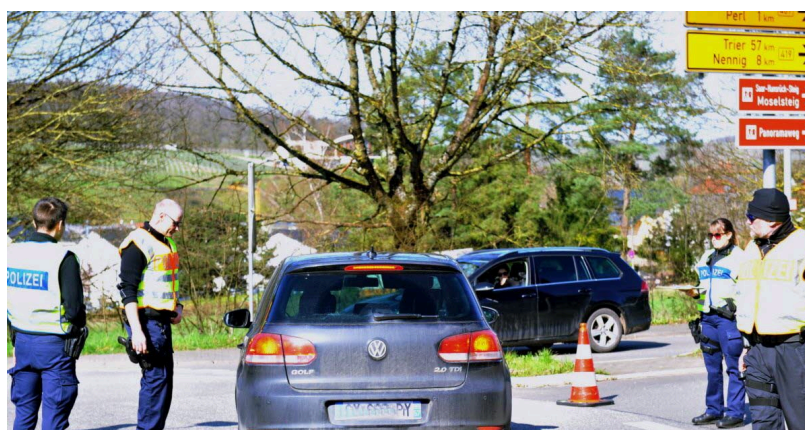
Frontière-bassin

Faits-divers - Justice

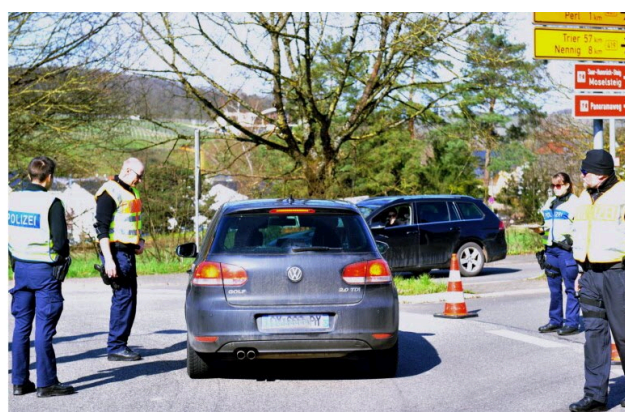
Société

Autres

Coronavirus



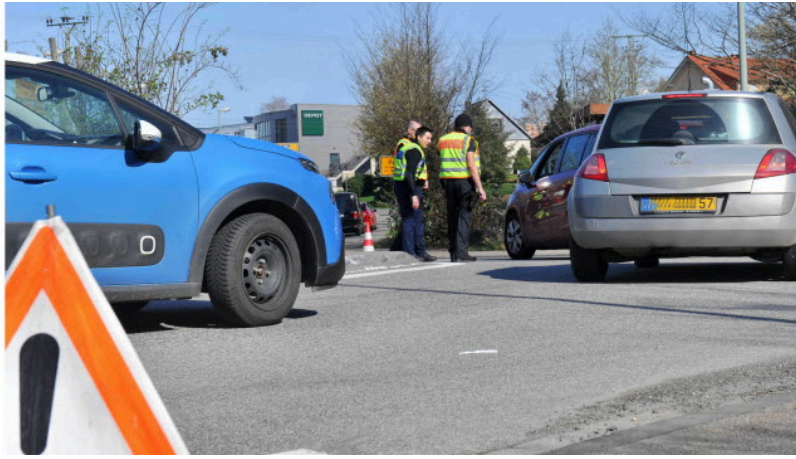
<https://cdn-s-www.republicain-lorrain.fr/images/E7B3E7B7-5785-4F25-A41F-A124BBCDFE91/FB1200/photo-1584375874.jpg>



https://cdn-s-www.republicain-lorrain.fr/images/E7B3E7B7-5785-4F25-A41F-A124BBCDFE91/NW_detail/title-1584375874.jpg



https://cdn-s-www.republicain-lorraine.fr/images/E7B3E7B7-5785-4F25-A41F-A124BBCDFE91/NW_detail/title-1584375874.jpg



https://cdn-s-www.republicain-lorraine.fr/images/db1ba37f-de0a-45be-9fb6-94651b05bb99/NW_listA/title-1584375874.jpg



https://cdn-s-www.republicain-lorraine.fr/images/db1ba37f-de0a-45be-9fb6-94651b05bb99/NW_listA/title-1584375874.jpg



https://cdn-s-www.republicain-lorrain.fr/images/6ea021bc-2362-466b-b9f7-d9f29bd66b0f/NW_listA/title-1584375874.jpg



https://cdn-s-www.republicain-lorrain.fr/images/6ea021bc-2362-466b-b9f7-d9f29bd66b0f/NW_listA/title-1584375874.jpg



Covid-19 : après des fermetures de frontières en ordre dispersé, la Commission européenne tente de reprendre la main

Limiter la contagion du virus SARS-CoV-2 sans pour autant menacer l'intégrité du marché intérieur, qui est l'une des clés de voûte de la construction communautaire : tel est aujourd'hui le défi auquel l'Union européenne (UE) est confrontée et qui la force à concevoir d'une manière radicalement nouvelle la question de ses frontières, extérieures comme intérieures.

Lundi 16 mars, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission de Bruxelles, a annoncé qu'elle allait proposer aux Etats membres « *une restriction temporaire, d'une durée initiale de trente jours, prolongeable si besoin, sur les voyages non essentiels à destination de l'UE* ». Elle avait parlé dans la matinée, par visioconférence, de cette fermeture aux visiteurs étrangers avec le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil européen Charles Michel, avant d'informer le G7. Paris avait mis le sujet sur la table il y a plusieurs jours déjà.

Objectif : empêcher que la propagation du virus mais aussi limiter, autant que possible, la pression sur les systèmes de soins européens, mis à rude épreuve par la pandémie.

Il s'agit donc de fermer temporairement les frontières de l'Europe, élargies aux quatre pays non-membres de l'UE qui ont adhéré à l'espace Schengen, c'est-à-dire la Suisse, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. Elles englobent aussi le Royaume-Uni, puisque les discussions entre Londres et Bruxelles sur la relation future ont à peine commencé et que la Grande-Bretagne fait encore partie de l'UE, jusqu'au 31 décembre au moins.

Portes closes pendant au moins un mois

Cela tombe bien, le gouvernement britannique semble désormais décidé à se montrer moins désinvolte que ces derniers jours quant à la manière dont il souhaite gérer l'épidémie. Il expliquait jusqu'ici que plus le virus se propagerait, plus une part importante de la population serait immunisée. « *Le moment est venu pour chacun de mettre fin à tout contact non essentiel avec les autres et de stopper tout déplacement non nécessaire* », a annoncé, lundi, le premier ministre Boris Johnson. Les Britanniques, a-t-il ajouté, doivent éviter les pubs, les clubs, les théâtres et autres lieux de sociabilité, ainsi que recourir au télétravail.

La fermeture des frontières de l'UE ne concernera pas les citoyens européens et leur famille souhaitant rentrer chez eux, les résidents permanents, les travailleurs transfrontaliers ou les diplomates. Les personnels de santé – médecins, infirmiers –, les chercheurs ou les experts de la santé continueront également à avoir accès à l'UE, sans restriction. Le flux de camions transportant des marchandises doit aussi se poursuivre, a insisté M^{me} von der Leyen. Et les

Européens qui voudraient quitter le continent pourront le faire.

Les Vingt-Sept devaient se prononcer, mardi 17 mars, sur l'initiative de la Commission, lors d'une réunion extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, organisée par visioconférence. *« J'en ai discuté avec la majorité des Etats membres, qui soutiennent cette initiative »*, affirme la présidente de la Commission, qui affirmait ne pas douter que sa proposition serait validée par les capitales. Y compris certaines qui, à l'Est, paraissaient rechigner et disaient être mises devant le fait accompli. Le Portugal, qui a un accord spécifique avec le Brésil, demandera sans doute à ce que ce dernier puisse être respecté. Cela ne devrait pas poser de problème majeur.

Les portes de l'UE resteront donc closes pendant au moins un mois. Du jamais vu. *« Le corpus européen sur le sujet a évolué depuis quelques années, dans le double contexte des attentats terroristes et de la crise migratoire, avec, par exemple, la réintroduction de contrôles systématiques aux frontières extérieures. C'est effectivement une révolution par rapport aux conceptions du passé. Cette fermeture des frontières est une étape supplémentaire très forte »*, commente un diplomate.

« La priorité c'est la santé des citoyens »

Critiquée pour la lenteur de certaines de ses réactions, alors que les premières mesures restrictives ont été prises mercredi 11 mars (en Autriche), la Commission tente aussi de reprendre la main sur la question des frontières intérieures

Les règles de l'espace sans passeport de Schengen autorisent des restrictions à la libre circulation en cas de crise grave. C'est la première fois que le risque sanitaire est invoqué. A ce jour, sept pays membres – l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque, le Danemark, la Pologne, la Lituanie et l'Allemagne –, ainsi que la Suisse, ont notifié – parfois tardivement – à la Commission la mise en place de contrôles à leurs frontières. L'Espagne ne devrait pas tarder à le faire.

La semaine dernière, M^{me} von der Leyen et la commissaire aux affaires intérieures, Ylva Johansson, avaient prôné en vain des mesures proportionnées et, surtout coordonnées, afin d'éviter un chaos qui pourrait perturber la vie des citoyens, les transports et les flux de marchandises. Avec à la clé, en cette période de forte tension, des menaces sur l'approvisionnement en biens essentiels (nourritures, produits médicaux, composants, etc.). La Commission demande aux Etats concernés qu'ils mettent en place un système de voies rapides pour les transporteurs afin de leur éviter des attentes interminables.

« La priorité c'est la santé des citoyens », a insisté Charles Michel, lundi, pour justifier les mesures de contrôle et de limitation des entrées dans l'UE, pour éviter une pression supplémentaire sur les systèmes de soin.

La Commission espère au moins que les mesures de contrôle seront mesurées et représenteront *« les avis scientifiques »*. La semaine dernière déjà, on avait vu poindre, dans les propos de M^{me} von der Leyen, l'idée que la limitation des voyages ne serait pas une solution miracle. La présidente défendait plutôt l'idée de tests sanitaires aux frontières – tout en estimant que des personnes malades ne devaient pas se voir refuser l'entrée.

L'indispensable défense du marché unique

La Commission prône, plus généralement, un système « *non discriminatoire* », alors qu'ici et là certains pays ont eu la tentation d'interdire leur territoire à certaines nationalités européennes, comme l'Autriche et la Hongrie l'ont fait avec les Italiens, quel que soit l'endroit d'où ils venaient.

Voyant se profiler de nouvelles menaces pour l'espace Schengen et le risque qu'à terme, il finisse par être démantelé, Bruxelles joue cette fois la carte de l'indispensable défense du marché unique. Et insiste sur l'obligation d'assurer que les équipements médicaux et les médicaments puissent parvenir aux médecins et aux patients sans entrave.

Il faut aussi veiller, insiste la Commission, à ce que les chaînes d'approvisionnement des usines qui les fabriquent ne soient pas rompues, et qu'aucune pénurie alimentaire se profile.



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'apprête à s'adresser à une salle presque vide, à Bruxelles, le 16 mars.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'apprête à s'adresser à une salle presque vide, à Bruxelles, le 16 mars.

OLIVIER MATTHYS / AP

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen) et Virginie Malingre (Bruxelles, bureau européen)



Davantage de télétravail pour les travailleurs frontaliers

GRAND-DUCHÉ

GRAND-DUCHÉ Suite à la situation sanitaire liée à la crise du Covid-19, de nombreux travailleurs frontaliers vont être amenés à effectuer davantage du télétravail dans les jours et les semaines à venir.

Le Protocole final de la Convention belgo-luxembourgeoise prévoit une règle de tolérance permettant au travailleur transfrontalier d'exercer son

activité pendant un maximum de 24 jours hors de son État d'activité habituel tout en restant imposable dans cet État.

Les autorités belges et luxembourgeoises estiment que la situation actuelle liée au coronavirus constitue un cas de force majeure, pour lequel aucun jour n'est à comptabiliser au titre de la règle des 24 jours.

Dès lors, il a été décidé qu'à partir de ce samedi 14 mars 2020, la présence d'un travailleur à son domicile, notamment pour y effectuer un télétravail, ne sera pas prise en compte dans le calcul du délai de 24 jours. Cette mesure est applicable jusqu'à nouvel ordre. ■



La Suisse se ferme, pas pour les frontaliers

La Suisse s'est mise en état d'urgence ce lundi pour le coronavirus. Commerces et restaurants sont fermés au moins jusqu'au 19 avril. La frontière française est fermée mais elle restera ouverte aux frontaliers. Mais par les douanes principales car les secondaires seront fermées. À lire en page 18. ■



L'Allemagne va fermer lundi partiellement ses frontières

L'Allemagne et la France vont partiellement fermer à partir de lundi matin leur frontière commune pour tenter de freiner la propagation de l'épidémie liée au nouveau coronavirus, Berlin limitant en outre les passages depuis la Suisse et l'Autriche voisines.

(Mis à jour à 18h40)

La mesure est forte. L'Allemagne et la France vont partiellement fermer à partir de lundi matin leur frontière commune pour tenter de freiner la propagation de l'épidémie liée au nouveau coronavirus, Berlin limitant en outre les passages depuis la Suisse et l'Autriche voisines. L'Allemagne va mettre en place des contrôles très renforcés, lundi à partir de 8h locales (7h), à ses frontières avec la France, la Suisse et l'Autriche et seuls les travailleurs transfrontaliers et les transports de marchandises seront autorisés à passer, a indiqué à l'AFP une source gouvernementale à Berlin, confirmant des informations du quotidien *Bild*.

En parallèle, la France a officiellement annoncé une mesure similaire: elle va renforcer les contrôles à sa frontière avec l'Allemagne et *"limiter les traversées de la frontière au strict nécessaire, en laissant passer les personnes transfrontalières et le transport de marchandises"*, a indiqué le ministre français de l'Intérieur. Aucun autre détail n'a pu être obtenu côté allemand. Le ministre de l'Intérieur Horst Seehofer a annoncé une conférence de presse à 18h à Berlin sur des *"mesures"* visant le *"trafic frontalier"* afin *"de limiter le danger de contamination par le coronavirus"*.

Une décision concertée

Une source au ministère français de l'Intérieur a assuré à l'AFP que la mesure *"n'était pas une fermeture"*, alors que la présidence française a indiqué de son côté qu'il s'agit d'une décision concertée entre les deux pays. Une des raisons invoquées par les autorités allemandes, outre le contrôle de l'épidémie, est d'éviter que les citoyens des pays frontaliers ne viennent réaliser des achats de masse dans les magasins allemands et y vider les rayons, un phénomène déjà constaté.

La mesure a été décidée par le gouvernement fédéral de la chancelière Angela Merkel et les dirigeants des trois Etats régionaux allemands concernés, le Bade-Wurtemberg, la Bavière et la Sarre. Elle ne concerne pas à ce stade les autres pays frontaliers de l'Allemagne, jugés à ce stade moins problématiques concernant la propagation du virus. Parmi ces autres pays, la Pologne, la République tchèque ou le Danemark ont toutefois déjà fermé leurs frontières avec leurs voisins ou introduit de fortes restrictions.

"Il faut ralentir la progression du virus"

Le gouvernement allemand jusqu'ici s'était refusé à recourir à l'arme de la

fermeture des frontières, notamment pour ne pas mettre en danger ce qui reste de l'espace européen Schengen de libre-circulation, déjà bien malmené par la crise migratoire et les conséquences des attentats jihadistes. Mais face à l'aggravation de la situation dans toute l'Europe, désormais épicerie mondiale de la pandémie, il a jugé ne plus pouvoir avoir le choix.

Peu avant cette annonce, le ministre de l'Intérieur du Bade-Wurtemberg Thomas Strobl avait réclamé la fermeture de la frontière avec la France. *"La protection de la population doit avoir la priorité, il faut ralentir la progression du virus et pour cela il est nécessaire d'empêcher sa propagation de part et d'autre des frontières"*, a-t-il dit. La fermeture des frontières est une décision difficile, *"qui me pèse en tant qu'Européen convaincu"*, mais *"elle est nécessaire"*, a-t-il ajouté. ■



La mesure a été décidée par le gouvernement fédéral de la chancelière Angela Merkel et les dirigeants des trois Etats régionaux allemands concernés, le Bade-Wurtemberg, la Bavière et la Sarre.

par *AFP*





Passer la frontière suisse : avec un contrat de travail

« Aucun souci pour passer la grande douane de Delle. Je suis passée à 5 h 50 et il n'y avait aucun contrôle », assure Marie Courbot, une travailleuse frontalière. Même constat au poste de douane de Fahy, que Jérémy Clavey a franchi un peu plus tard. « Il était 8 h 10 et il n'y avait aucun douanier en place, et donc, aucune attente. »

Peur de la fermeture

Dimanche matin, en revanche, un habitant du Sud Territoire de Belfort, qui a l'habitude d'apporter des croissants à sa fille habitant après Boncourt (Confédération helvétique), s'est vu refoulé à la douane. « On m'a dit que ce n'était pas vital, que je devais faire demi-tour. »

Les messages arrivés à la rédaction ce lundi sont unanimes : pas de contrôles aux passages de frontière avec la Suisse, notamment avec le canton du Jura. Les travailleurs frontaliers ont pu passer sans difficulté. Certains avaient tout de même pris la peine de prendre avec eux leur

contrat et leur permis de travail. « Mais beaucoup ont peur d'une fermeture des frontières », confie une vendeuse d'une station essence à Boncourt, où beaucoup de Français viennent s'approvisionner. Ce qui n'est pas d'actualité : le gouvernement suisse, réuni ce lundi, a annoncé de nouvelles mesures, mais les frontières restent ouvertes, avec contrôle bien sûr.

Tous les deux jours de nouvelles mesures

Du côté de la station service-bureau de tabac située à quelques mètres après la « petite » frontière à Boncourt, la crainte est plutôt du côté du patron, M. Paupe. « J'ai une clientèle à 80 % française. Ça va tellement vite. Tous les deux jours, il y a de nouvelles mesures. J'étais étonné ce matin (N.D.L.R. : lundi) de voir que tous les frontaliers pouvaient passer » Et si la frontière venait à être fermée, « pour un point de vente comme nous, c'est le chômage technique. Je ne laisse pas du personnel pour 20 % de clientèle ».

L'hôpital du Jura à Porrentruy, selon Radio Fréquence Jura, aurait appelé son personnel frontalier (un tiers de Français, précise l'institution) à résider provisoirement dans le canton...

Le canton du Jura avait déjà annoncé des contrôles Schengen aux postes de douanes. Canton qui est par ailleurs passé en état d'urgence ce week-end, avec celui de Bâle-Campagne (le pays en entier ce lundi).

Au dernier bilan, selon le site swissinfo.ch, la Suisse compterait 2 200 personnes testées positives au Covid-19 et 19 décès. ■



Le poste de douane avec la Suisse entre Delle et Boncourt. Photo ER / Myriam BOURGEOIS

par Myriam Bourgeois





CORONAVIRUS LES DOUANES SECONDAIRES SONT FERMÉES, IL FAUT PASSER PAR LES DOUANES PRINCIPALES

La Suisse en état d'urgence, la frontière fermée sauf pour les frontaliers

Genève et la Suisse en état de semi-confinement

La Suisse s'est mise en état d'urgence ce lundi pour le coronavirus. La frontière française est fermée, sauf pour les frontaliers et le transit. Commerces et restaurants sont fermés au moins jusqu'au 19 avril.

C'est fou comme on s'habitue vite. Dans une Genève qui avait encore un semblant de normalité ce lundi matin, on avait presque envie de crier à l'inconscience en voyant des clients attablés autour de la terrasse d'un café, réchauffés par les premiers rayons du printemps. Genève n'avait pas tout à fait sa physionomie ordinaire, mais presque. Encore du monde dans les rues, des habitants qui attendent le bus, des commerces ouverts. Ce qui contrastait avec Annemasse, qui avait ses habits du dimanche. Mais tout cela s'est logiquement fracassé ce lundi 16 mars à 17 heures.

Le gouvernement suisse a placé toute la Suisse en état d'urgence. Comme en France, seuls les commerces de première nécessité pourront rester ouverts. La mesure court au moins jusqu'au 19 avril. Et depuis minuit hier, la frontière franco-suisse est soumise à des contrôles, comme les frontières avec l'Autriche et l'Allemagne. La frontière suisse-italienne était déjà dans ce cas de figure.

« Depuis ces quatre pays, l'entrée sur le territoire helvétique n'est plus possible que pour les citoyens suisses, les personnes ayant un permis de séjour en Suisse ainsi que pour les personnes qui doivent voyager en Suisse pour des raisons professionnelles », indiquent les autorités fédérales.

Les travailleurs frontaliers pourront donc continuer à la traverser. Mais par les douanes principales car les secondaires seront fermées. Une liste de celles-ci sera publiée par l'administration fédérale des douanes. Il faudra voir lesquelles resteront ouvertes à côté de Bardonnex, Vallard et Ferney-Voltaire, les trois principales. Le transit et le transport de marchandises resteront aussi autorisés, ce qui signifie qu'il devrait être possible de prendre son avion à l'aéroport de Genève pour rentrer chez soi, même si la Confédération ne l'a pas précisé.

Les frontaliers fidèles au poste ce lundi

Le libre accès des frontaliers est vital pour la Suisse. Aux HUG (Hôpitaux Universitaires de Genève), 50 % du personnel soignant vit en effet dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. Ce lundi, en dépit des problèmes de garde d'enfants, les frontaliers se sont débrouillés pour être fidèles au poste (nous y reviendrons en détail dans notre édition de demain). « Dans mon service, une collègue a changé et est venue cet après-midi au lieu de ce matin, mais autrement elles sont là » racontait cette infirmière des HUG.

Ainsi, à l'aéroport, ce frontalier du Pays de Gex était bien en poste à la

sûreté, le contrôle des passagers. Et comme beaucoup de ses collègues, il était furieux contre le manque de masques. « C'est irresponsable. On voit passer des milliers de voyageurs et on n'a rien. On fait notre pétition à notre employeur. » Il y a effectivement urgence, comme l'Etat dans lequel est plongé le pays, à l'instar de ses voisins.

Que signifie l'état d'urgence sur tout le territoire de la Suisse ? Dès aujourd'hui, commerces, restaurants, lieux de loisirs, activités sportives, soins à la personne (coiffeur, barbier, etc.), y compris à domicile, sont fermés ou arrêtés, au moins jusqu'au 19 avril. Seuls les commerces alimentaires restent ouverts.

A Genève, sont aussi interdits les rassemblements de plus de cinq personnes à l'intérieur comme à l'extérieur. Les réunions professionnelles restent admises si les recommandations de l'Office fédéral de la santé publique concernant les distances sociales et l'hygiène peuvent être respectées. « Les entreprises sont aussi invitées à limiter leurs activités au minimum indispensable » a fait savoir l'Etat de Genève.

A Genève, le bilan du coronavirus est désormais de trois morts. Deux personnes âgées ont en effet succombé ce week-end aux Hôpitaux Universitaires de Genève, en plus de la jeune

femme de 32 ans, qui avait des pathologies de santé multiples, en fin de semaine dernière. 90 patients ont été testés positif ce week-end, chiffre qui ne reflète pas la véritable am-

pleur des contaminations, beaucoup plus élevée. Dix personnes sont également en soins intensifs aux HUG, a révélé le médecin cantonal ce lundi. C'est donc ce bilan sanitaire qui ex-

plique les mesures décrétées par le canton de Genève ce lundi midi, avant d'être rattrapé par celles de la Confédération Helvétique. ■



L'Europe se ferme au reste du monde et tente de s'organiser

La Commission européenne propose de fermer pendant un mois les frontières extérieures de l'Europe. Elle déplore les fermetures de frontières internes à l'UE et insiste sur la nécessité de préserver la bonne circulation des biens.

C'est une étape importante de plus dans le repli sur soi de l'Union européenne face au coronavirus. Lundi après-midi, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, a annoncé qu'elle allait proposer « une restriction temporaire, d'une durée initiale de trente jours, prolongeable si besoin, sur les voyages non essentiels à destination de l'Union européenne ». Seuls pourront y entrer des résidents de longue durée, des membres de la famille de citoyens européens, les diplomates et les personnels liés à la lutte contre le Covid-19. La restriction ne s'appliquera pas au Royaume-Uni. La circulation des biens sera maintenue.

L'UE devrait donc fermer ses portes au moins un mois. Une telle mesure, devant contribuer à la lutte contre la propagation du virus, a été préparée dans la matinée en visioconférence avec Emmanuel Macron, Angela Merkel et Charles Michel, le président du Conseil européen. Ce dernier a annoncé une nouvelle réunion exceptionnelle des chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept, ce mardi à 17 heures. Il leur appartiendra de valider la proposition de la Commission.

Bruxelles s'attaque aussi d'urgence aux frontières intérieures de l'UE. Paris a beau indiquer que l'action est « coordonnée » et ne constitue pas stricto sensu une fermeture de frontière, le symbole est terrible pour une

Europe construite sur le couple franco-allemand : lundi à 8 heures, l'Allemagne a lancé ses contrôles aux frontières avec la France (et quatre autres pays), ne laissant passer que les marchandises et les travailleurs frontaliers. Partout dans l'Union, de nombreux Etats ont accéléré, à divers degrés, leurs fermetures de frontières le week-end dernier. La Slovaquie et la République tchèque les ont même fermées à tout étranger. Une première.

Approvisionner les hôpitaux

Tant pis pour le principe européen de libre circulation. Et tant pis pour Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, qui appelait les Etats à ne pas céder à cette tentation, l'intérêt sanitaire semblant limité car le virus est déjà présent dans tous les Etats membres.

A défaut de coordination en amont, l'Europe tente à présent d'en instaurer en aval. Depuis dimanche, Ursula von der Leyen alerte sur l'importance de « préserver le bon fonctionnement de la circulation des biens dans le marché unique ». « Il faut s'assurer que le matériel nécessaire arrive aux patients et aux services de santé et que les biens essentiels au fonctionnement de l'économie circulent toujours efficacement », a de nouveau insisté lundi la Commission. De pre-

miers bouchons de camions ralentis ou bloqués apparaissent, prévient-elle, et pourraient vite mettre à mal une économie reposant souvent sur le flux tendu. C'est notamment un enjeu important pour l'alimentaire.

Lundi matin, les ministres européens de l'Intérieur ont échangé pour encadrer les contrôles aux frontières internes. La Commission européenne a publié dans la foulée ses recommandations (« guidelines »). Elle estime que des tests sanitaires aux frontières sont possibles mais que « les personnes malades ne doivent pas se voir refuser l'entrée ». L'exécutif européen enjoint aussi à maintenir la circulation des travailleurs frontaliers, au moins dans les secteurs essentiels.

Pour les biens, Bruxelles souligne qu'« aucune certification supplémentaire » ne doit être imposée et rappelle qu'« il n'y a aucune preuve que la nourriture soit une source de transmission du Covid-19 ». « Les mesures de contrôle ne doivent pas entraîner de ruptures des chaînes d'approvisionnement », insistent les « guidelines », pointant la bonne circulation des camions de nourriture et de matériels de soins, en leur aménageant des « voies vertes, des voies rapides ».

Bureau de Bruxelles ■

par Derek Perrotte



L'entrée en Suisse partiellement interdite

Ce lundi, alors que la pandémie du Covid-19 s'empare du pays, des mesures drastiques ont été prises pour les douanes franco-suisse. Le Conseil fédéral a annoncé que des contrôles seraient établis aux frontières dès minuit et que l'entrée sur le sol helvétique serait interdite partiellement.

Le Conseil fédéral suisse a décidé d'établir, dès ce lundi soir minuit, des contrôles aux frontières allemandes, françaises et autrichiennes, relataient ce lundi 16 mars en fin d'après-midi nos confrères helvètes de *20 Minutes*. L'entrée sur le sol helvétique ne sera désormais autorisée que pour les Suisses, les personnes disposant d'un permis de séjour et celles voyageant pour le travail. Le transit et le transport de marchandises restent autorisés. Le quotidien ajoutait : « Dans cette optique, les douanes secondaires sont fermées à toutes les frontières, de manière à canaliser le trafic sur les douanes principales. La mesure vise à protéger la population suisse et à préserver les capacités du système suisse de santé. »

Avant cette annonce, les douanes semblaient fonctionner normalement. Côté français comme helvète. Au passage des Verrières-de-Joux, situé à une dizaine de minutes de Pontarlier, les voitures transitaient

comme à l'accoutumée. Pour se faire une idée, entre 13 h et 13 h 15 ce lundi, cinquante-deux véhicules ont passé la frontière à cet endroit. Trente-deux se dirigeaient en direction de la Suisse et vingt en direction de la France. Une grande majorité d'entre eux (73 %) étaient immatriculés dans le Doubs et 13 % dans le canton de Neuchâtel.

« **On ne comprend pas trop** »

Lisa Quevedo vit à Orchamps-Vennes et travaille depuis deux ans comme contrôleuse qualité pour une entreprise sous-traitante dans le domaine de l'horlogerie à La Chaux-de-Fonds. Tous les jours, du lundi au vendredi aux alentours de 6 h 30 et 16 h 30, elle passe la frontière et traverse le Doubs au niveau de Fournet-Blancheroche pour rejoindre son lieu de travail. Ce lundi, elle n'a croisé aucun douanier lors de ses deux passages.

« Je suis allée travailler ce lundi, l'ambiance était assez tendue, parti-

culière », explique la frontalière avant de poursuivre : « Si je continue de travailler, je pense que je devrais emprunter le poste de douane du Col France à Villers-le-Lac. S'il ne reste que celui-ci pour les habitants de mon secteur, il faudra quatre heures pour le passer. On nous dit en quelque sorte que les frontières sont fermées mais que les frontaliers peuvent quand même continuer de travailler. On ne comprend pas trop. » ■



Peu de voitures ont franchi la douane des Verrières-de-Joux ce lundi. Photo ER / Hugo COUILLARD

par *Hugo Couillard*

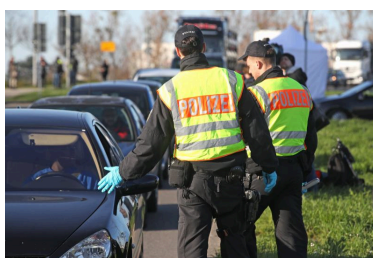


CORONAVIRUS

La frontière avec l'Allemagne est désormais fermée

Pour tenter d'endiguer la progression de l'épidémie de coronavirus, la frontière avec l'Allemagne est fermée à Strasbourg, à Marckolsheim ou encore à Huningue depuis lundi matin. Seuls les transporteurs et les travailleurs frontaliers peuvent passer.

« Tut mir leid... » ou « Je suis désolé », n'ont cessé de répéter les policiers allemands postés sur le pont de l'Europe, au point de passage entre Strasbourg et Kehl. Dès les premières heures du jour, la police a demandé aux voitures en provenance de France de faire demi-tour, provoquant un important ralentissement. Pour les piétons et les cyclistes, un barrage a également été installé sur la passerelle Mimram au jardin des Deux-Rives. De même, la circulation de la ligne de tram D a été arrêtée avant la frontière, terminus Port-du-Rhin. Et la circulation des bacs sur le Rhin a été arrêtée.



Dès 8 h lundi, la police allemande a mis en place des barrages filtrants sur le pont de l'Europe entre Strasbourg et Kehl. Selon l'office de la santé de l'arrondissement de l'Ortenau, 43 cas y ont été dénombrés dont 11 à Kehl, la commune la plus touchée. Photo L'Alsace/ Jean-Marc LOOS Photo : L'Alsace

Par la route, seuls les professionnels du transport et les Français travaillant à Kehl et dans ses environs ont été autorisés à traverser la frontière pour rejoindre leur poste. « J'ai un rendez-vous très important que je ne pouvais pas décaler », explique Jérémy, en présentant sa carte de visite au policier. Ce comptable français exerçant à Kehl n'a pas envisagé le télétravail en raison d'« une indispensable présentation de bilan à un

client ».

Faute de bonne raison, la plupart des Français ont dû faire demi-tour. « Je voulais acheter du tabac parce que j'avais entendu que la frontière allait fermer mais je ne pensais pas que ça irait si vite », grince Séreña en calculant le surcoût de ses achats de cigarettes dans les commerces alsaciens.

Personne ne passe à Marckolsheim

Plus au sud, à Marckolsheim, la frontière a été fermée dans les deux sens de circulation par la police allemande et la gendarmerie française, y compris pour les frontaliers. Les gendarmes invitaient les automobilistes à se rabattre sur un autre point de passage, à Neuf-Brisach ou Kehl, notamment.

Grogne, angoisse, incompréhension ■



SARRESANTÉ

Contrôles à la frontière : les Français ne passent plus, sauf exceptions

La police allemande a renforcé ses contrôles à la frontière pour limiter la propagation du coronavirus. Depuis ce lundi, les Français doivent impérativement présenter une attestation de leur employeur allemand pour passer. Les règles devraient se durcir dans les jours à venir.

Si vous n'êtes pas un travailleur transfrontalier en mesure de présenter une attestation de votre employeur ou d'un transporteur routier, vous ne pouvez plus entrer en Allemagne. Pour le premier jour de son dispositif de contrôle lié à la pandémie de coronavirus, la police sarroise a installé plusieurs barrages fil-trants, notamment sur l'autoroute au niveau du commissariat franco-allemand et de la Brême d'or à Spicheren.



Chaque véhicule en provenance de la France est contrôlé par la police allemande. Photo RL/Stéphane STIFTER Photo : Le Républicain Lorrain

Attestation obligatoire



Pour le moment, ces mesures n'ont pas provoqué d'importants ralentissements. Photo RL/Stéphane STIFTER Photo : Le Républicain Lorrain

Contrairement à la semaine dernière, les policiers ne prennent pas la température des automobilistes mais vérifient leur identité et leur attestation. « Tous les véhicules en provenance de la France sont contrôlés, insiste Karsten Eberardt, attaché de presse de la police fédérale allemande. Ce lundi, nous en sommes au début de notre dispositif. Nous laissons passer les travailleurs frontaliers s'ils nous présentent une carte de parking de leur entreprise allemande ou tout autre justificatif. Mais, dès ce mardi, nous n'accepterons qu'une attestation officielle. Nous demanderons à ceux qui n'en ont pas de faire demi-tour. »



À la Brême d'or à Spicheren, les voyageurs des bus sont aussi contrôlés. Photo RL/Stéphane STIFTER Photo : Le Républicain Lorrain

De la même manière, les points de contrôle vont se multiplier dans les jours à venir. S'il était encore possible de passer à Grande-Rosselle ou à Nassweiler, la situation va changer. « Nous attendons des renforts supplémentaires pour nous poster à toutes les entrées de l'Allemagne, re-

prend l'attaché de presse. Une souplisse sera accordée aux personnes qui ne feront que transiter par notre pays. Mais au moindre signe de maladie, nous leur interdirons l'accès. » En d'autres termes, personne ne pourra aller en Sarre pour prendre de l'essence ou acheter des cigarettes comme c'était le cas auparavant.

L'approbation des automobilistes

Les automobilistes français semblent s'arranger de ces mesures. « Je comprends, insiste Norbert, habitant de Tenteling qui travaille à Sarrelouis. Il faut endiguer cette sale maladie. » Pour Zeynep, de Forbach, ces restrictions sont plus difficiles à suivre. « Ma sœur habite à Sarrebruck et elle a besoin de moi tous les jours. Je ne sais pas trop comment nous allons nous arranger. »

Quand aux stations-essence et aux bureaux de tabac situés juste de l'autre côté de la frontière, la crainte est de perdre cette manne financière française. « En une matinée, nous avons déjà perdu 25 % de notre chiffre d'affaires habituel, explique l'une des employées de la station Total de la Brême d'or. Tout est vide alors qu'aujourd'hui, nous n'arrivons plus à servir tout le monde. C'est surprenant. » ■

par Emilie Perrot





INTERNATIONAL

L'Union européenne ferme ses frontières extérieures

PANDÉMIE La Commission européenne a proposé lundi d'interdire les voyages «non essentiels» vers l'UE

AFP

Le Vieux Continent, nouvel épice de la pandémie de coronavirus, s'apprête à se refermer sur lui-même: la Commission européenne a proposé lundi d'interdire les voyages «non essentiels» vers l'UE, pour une durée initiale de trente jours. Cette proposition, qui prévoit un certain nombre d'exceptions, devra être approuvée par les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union qui se réunissent mardi par visioconférence.

«Moins il y a de voyages, plus nous pouvons contenir le virus», a expliqué la présidente de l'exécutif européen, Ursula von der Leyen, dans une vidéo sur Twitter, puis en conférence de presse à Bruxelles après une visioconférence avec les dirigeants du G7.

Brexit pardonné

Malgré le Brexit, les citoyens britanniques ne sont pas concernés par l'interdiction d'entrée dans l'UE, car ils sont encore considérés comme des «citoyens européens», a indiqué Ursula von der Leyen.

Les restrictions ne s'appliquent pas non plus aux résidents de longue date de l'Union européenne, aux membres de la famille de ressortissants européens, aux diplomates ou encore au «personnel essentiel, comme les médecins, infirmières, soignants, chercheurs et experts qui contribuent à la lutte contre le coronavirus», a précisé la présidente. Les transfrontaliers doivent aussi pouvoir entrer dans l'UE.

La cheffe de l'exécutif européen a aussi insisté sur la nécessité pour les

Vingt-Sept de coordonner leurs actions à l'intérieur du bloc, alors que plusieurs Etats membres ont fermé partiellement leurs frontières, comme l'Allemagne, ou totalement, comme l'Espagne.

Elle a en revanche souligné l'importance d'une libre circulation des biens au sein de l'UE: «Le flux des marchandises vers l'UE doit continuer à garantir l'approvisionnement, y compris des articles essentiels.»

Pour que la mesure d'interdiction soit efficace, elle doit être aussi appliquée par les quatre pays membres de l'espace Schengen de libre circulation des personnes, mais non membres de l'UE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), a plaidé Ursula von der Leyen. ■



Covid-19 : après des fermetures de frontières en ordre dispersé, la Commission européenne tente de reprendre la main

Le présidente Ursula von der Leyen a annoncé qu'elle allait proposer « une restriction temporaire » à l'entrée dans l'Union. Et défend le maintien du marché intérieur, pour éviter les risques de pénuries.

Limiter la contagion du virus SARS-CoV-2 sans pour autant menacer l'intégrité du marché intérieur, qui est l'une des clés de voûte de la construction communautaire : tel est aujourd'hui le défi auquel l'Union européenne (UE) est confrontée et qui la force à concevoir d'une manière radicalement nouvelle la question de ses frontières, extérieures comme intérieures.

Lundi 16 mars, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission de Bruxelles, a annoncé qu'elle allait proposer aux Etats membres « une restriction temporaire, d'une durée initiale de trente jours, prolongeable si besoin, sur les voyages non essentiels à destination de l'UE ». Elle avait parlé dans la matinée, par visioconférence, de cette fermeture aux visiteurs étrangers avec le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil européen Charles Michel, avant d'informer le G7. Paris avait mis le sujet sur la table il y a plusieurs jours déjà.

Objectif : empêcher que la propagation du virus mais aussi limiter, autant que possible, la pression sur les systèmes de soins européens, mis à rude épreuve par la pandémie.

Il s'agit donc de fermer temporairement les frontières de l'Europe, élargies aux quatre pays non-membres de l'UE qui ont adhéré à l'espace Schengen, c'est-à-dire la Suisse, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. Elles englobent aussi le Royaume-Uni, puisque les discussions entre Londres et Bruxelles sur la relation future ont à peine commencé et que la Grande-Bretagne fait encore partie de l'UE, jusqu'au 31 décembre au moins.

Portes closes pendant au moins un mois

Cela tombe bien, le gouvernement britannique semble désormais décidé à se montrer moins désinvolte que ces derniers jours quant à la manière dont il souhaite gérer l'épidémie. Il expliquait jusqu'ici que plus le virus se propagerait, plus une part importante de la population serait immunisée. « Le moment est venu pour chacun de mettre fin à tout contact non essentiel avec les autres et de stopper tout déplacement non nécessaire », a annoncé, lundi, le premier ministre Boris Johnson. Les Britanniques, a-t-il ajouté, doivent éviter les pubs, les clubs, les théâtres et autres lieux de sociabilité, ainsi que recourir au télétravail.

La fermeture des frontières de l'UE ne concernera pas les citoyens européens et leur famille souhaitant rentrer chez eux, les résidents permanents, les travailleurs transfrontaliers ou les diplomates. Les personnels de santé – méde-

cins, infirmiers –, les chercheurs ou les experts de la santé continueront également à avoir accès à l'UE, sans restriction. Le flux de camions transportant des marchandises doit aussi se poursuivre, a insisté Mme von der Leyen. Et les Européens qui voudraient quitter le continent pourront le faire.

Les Vingt-Sept devaient se prononcer, mardi 17 mars, sur l'initiative de la Commission, lors d'une réunion extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, organisée par visioconférence. « J'en ai discuté avec la majorité des Etats membres, qui soutiennent cette initiative », affirme la présidente de la Commission, qui affirmait ne pas douter que sa proposition serait validée par les capitales. Y compris certaines qui, à l'Est, paraissaient rechigner et disaient être mises devant le fait accompli. Le Portugal, qui a un accord spécifique avec le Brésil, demandera sans doute à ce que ce dernier puisse être respecté. Cela ne devrait pas poser de problème majeur.

Les portes de l'UE resteront donc closes pendant au moins un mois. Du jamais vu. « Le corpus européen sur le sujet a évolué depuis quelques années, dans le double contexte des attentats terroristes et de la crise migratoire, avec, par exemple, la réintroduction de contrôles systématiques aux frontières extérieures. C'est effectivement une révolution par rapport aux conceptions du passé. Cette fermeture des frontières est une étape supplémentaire très forte », commente un diplomate.

« La priorité c'est la santé des citoyens »

Critiquée pour la lenteur de certaines de ses réactions, alors que les premières mesures restrictives ont été prises mercredi 11 mars (en Autriche), la Commission tente aussi de reprendre la main sur la question des frontières intérieures

Les règles de l'espace sans passeport de Schengen autorisent des restrictions à la libre circulation en cas de crise grave. C'est la première fois que le risque sanitaire est invoqué. A ce jour, sept pays membres – l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque, le Danemark, la Pologne, la Lituanie et l'Allemagne –, ainsi que la Suisse, ont notifié – parfois tardivement – à la Commission la mise en place de contrôles à leurs frontières. L'Espagne ne devrait pas tarder à le faire.

La semaine dernière, Mme von der Leyen et la commissaire aux affaires intérieures, Ylva Johansson, avaient prôné en vain des mesures proportionnées et, surtout coordonnées, afin d'éviter un chaos qui pourrait perturber la vie des citoyens, les transports et les flux de marchandises. Avec à la clé, en cette période de forte tension, des menaces sur l'approvisionnement en biens essentiels (nourritures, produits médicaux, composants, etc.). La Commission demande aux Etats concernés qu'ils mettent en place un système de voies rapides pour les transporteurs afin de leur éviter des attentes interminables.

« La priorité c'est la santé des citoyens », a insisté Charles Michel, lundi, pour justifier les mesures de contrôle et de limitation des entrées dans l'UE, pour éviter une pression supplémentaire sur les systèmes de soin.

La Commission espère au moins que les mesures de contrôle seront mesurées et représenteront « les avis scientifiques ». La semaine dernière déjà, on avait vu poindre, dans les propos de Mme von der Leyen, l'idée que la limitation

des voyages ne serait pas une solution miracle. La présidente défendait plutôt l'idée de tests sanitaires aux frontières – tout en estimant que des personnes malades ne devaient pas se voir refuser l'entrée.

L'indispensable défense du marché unique

La Commission prône, plus généralement, un système « non discriminatoire », alors qu'ici et là certains pays ont eu la tentation d'interdire leur territoire à certaines nationalités européennes, comme l'Autriche et la Hongrie l'ont fait avec les Italiens, quel que soit l'endroit d'où ils venaient.

Voyant se profiler de nouvelles menaces pour l'espace Schengen et le risque qu'à terme, il finisse par être démantelé, Bruxelles joue cette fois la carte de l'indispensable défense du marché unique. Et insiste sur l'obligation d'assurer que les équipements médicaux et les médicaments puissent parvenir aux médecins et aux patients sans entrave.

Il faut aussi veiller, insiste la Commission, à ce que les chaînes d'approvisionnement des usines qui les fabriquent ne soient pas rompues, et qu'aucune pénurie alimentaire se profile.

par Jean-Pierre Stroobants Et Virginie Malingre





CORONAVIRUSPANDÉMIE

Des mesures drastiques pour toute la Suisse

L'état d'urgence est déclaré en Suisse, face à la propagation affolante du coronavirus. Seuls les magasins d'alimentation restent ouverts, les entrées sur le territoire sont restreintes, l'armée est mobilisée.

Trois jours après avoir annoncé la fermeture des écoles, l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes et la fermeture partielle de la frontière avec l'Italie, le gouvernement suisse a décidé ce lundi de renforcer les mesures de protection de la population, pour faire face à l'accélération de la propagation du coronavirus. Avec plus de 2 200 personnes contaminées et une vingtaine de décès, la Suisse est, par million d'habitants, le 2^e pays le plus touché du monde après l'Italie.

Fermeture des services et commerces non essentiels

La situation, « extraordinaire » au sens de la loi suisse sur les épidémies, permet au Conseil fédéral d'imposer des mesures nationales, identiques pour tous les cantons. Toutes les manifestations publiques ou privées sont désormais interdites. Tous les magasins, marchés, restaurants, bars, établissements de divertissements et de loisirs sont fermés, de même que les établissements dont les prestations impliquent un contact

rapproché avec les clients, comme les salons de coiffure et autres centres esthétiques.

Les magasins d'alimentation, les cantines d'entreprises, les services de petite restauration à emporter et de livraison de repas, ainsi que les pharmacies restent ouverts, de même que les stations-service, les gares, les banques, les offices de poste, les hôtels, les administrations publiques, les services sociaux et les entreprises de transport.

Contrôles renforcés aux frontières

Les hôpitaux, cliniques et cabinets médicaux restent ouverts, mais doivent renoncer à tous les traitements et interventions non urgents. Les personnes particulièrement à risque doivent travailler à domicile. Si c'est impossible, elles doivent être mises en congé par leur employeur ; le versement de leur salaire est maintenu.

Après la frontière italienne dès vendredi, le Conseil fédéral a décidé

d'établir des contrôles aux frontières allemande, française et autrichienne. L'entrée sur le territoire helvétique n'est plus possible que pour les citoyens suisses, les personnes ayant un permis de séjour et les personnes devant voyager en Suisse pour des raisons professionnelles (ce qui inclut les travailleurs frontaliers). Le transit et le transport de marchandises restent autorisés. Les douanes secondaires sont fermées afin de canaliser le trafic sur les douanes principales.

Jusqu'à 8 000 militaires mobilisés

Le Conseil fédéral a approuvé le recours à l'armée (jusqu'à 8 000 militaires) pour appuyer les cantons au niveau des hôpitaux, de la logistique et de la sécurité. 3 000 militaires sont immédiatement mis à disposition des services de santé pour des prestations sanitaires, de surveillance des patients, de transport et de logistique hospitalière. ■





La région frontalière de Mons est désormais la plus touchée de Belgique

Par morad belkadi
maubeuge@lavoixdunord.fr
MONS (B). Comme partout en Europe, le coronavirus se répand à une vitesse folle au sein des populations. La Belgique ne fait pas exception à la règle, avec plus de 1000 cas désormais recensés dans le royaume, dont 172 nouveaux au cours des dernières 24h. Cinq personnes ont perdu la vie. Mais il y a une donnée plus inquiétante. Dans un rapport publié hier, l'institut de santé publique Sciensano souligne qu'à quelques encablures de Maubeuge, le secteur de Mons concentre non seulement le nombre de cas positifs au coronavirus le plus élevé de la région wallonne, mais

aussi de toute la Belgique. La cité du Doudou passe devant Anvers mais il est impossible de connaître l'ampleur des contaminations. L'institut ne veut pas la dévoiler au niveau local. Le dernier relevé a été effectué dimanche à 16 heures, la situation pourrait donc évoluer dans les jours à venir.

«Difficile à expliquer»

Comment expliquer une telle concentration de l'épidémie à Mons? Nos confrères de Sudpresse ont posé la question à un expert de Sciensano. «C'est difficile à expliquer, répond-il. Le virus est arrivé en Belgique par

des gens partis skier en Italie ou travailler en Chine. Mais nous ne savons pas si c'est à cause de ça qu'il y a plus de cas.» À l'image de la France, le gouvernement belge a pris des mesures drastiques pour limiter la propagation. Hier, tous les magasins qui ne sont pas de première nécessité, les cafés et les bars, sont restés fermés. La prison de Mons, qui compte plusieurs cas positifs, a interdit les visites aux détenus jusqu'au 3 avril. Les procès d'assises ont été reportés. Enfin, l'ensemble des événements festifs sont annulés. ■



Coronavirus : pour passer la frontière au Luxembourg, ce formulaire est recommandé

Si vous vivez en Lorraine et travaillez au Grand-Duché, voici le formulaire à télécharger et présenter pour passer la frontière en pleine épidémie de coronavirus.

Le Luxembourg et la France assurent que le passage à la frontière est réservé aux travailleurs frontaliers en pleine épidémie de coronavirus.

Pour faciliter l'entrée des travailleurs frontaliers au Luxembourg lors des contrôles aux frontières éventuels", le gouvernement luxembourgeois explique dans un communiqué ce lundi 16 mars 2020 qu'il "a délivré un certificat attestant la relation de travail avec le salarié".

Le passage de la frontière France-Luxembourg n'est pas interdit aux travailleurs non frontaliers mais les polices des deux pays vont privilégier le flux de frontaliers qui travaillent. Faire son plein au Luxembourg en pleine chute des prix des carburants en faisant du « tourisme » à la pompe ne sera donc plus vraiment possible.



<https://static.actu.fr/uploads/2020/03/89778881-3074358499283790-734438101945942016-o-854x531.jpg>



Dix-neuf douanes seront fermées entre Genève et la France voisine

Dès le mardi 17 mars, certaines douanes seront totalement closes, d'autres partiellement fermées. Retrouvez la liste des lieux.

Coronavirus

Les nouvelles mesures annoncées ce lundi par la Confédération ne sont pas dénuées de conséquences sur l'ouverture de douanes franco-suisse.

X Publicité

Voici les nouveaux horaires d'ouverture:

Douanes ouvertes seulement entre 6h et 20h

Mategnin, Chancy 1, Soral 1, Croix-de-Rozon, Veyrier, Fossard, Mon-Idée, Monniaz

Douanes ouvertes 24h/24

Ferney-Voltaire, Meyrin, Perly, Bardonnex, Thônex-Vallard, Moillesullaz, Anières

Douanes fermées

La police genevoise n'a pas été en mesure de nous fournir une liste des douanes fermées. Il faut donc se résigner à consulter la carte ci-dessous.

Cliquez sur l'image pour l'agrandir

Quels documents présenter?

À noter que des contrôles et des mesures visant à filtrer les entrées en Suisse seront actifs sur l'ensemble du territoire cantonal. Les travailleurs frontaliers français devront démontrer qu'ils travaillent en Suisse, en présentant notamment leur permis G. Les frontaliers suisses devront, eux aussi, établir la preuve qu'ils travaillent à Genève. À leur retour en France, il est probable que ces travailleurs soient aussi amenés à démontrer leur résidence en France.



<https://files.newsnetz.ch/images/NewsnetGlobe.jpg>

Dix-neuf douanes fermeront dès ce mardi 17 mars.



Coronavirus : le Luxembourg veut faciliter le travail des frontaliers ajoute certificats pour les frontaliers

Luxembourg, 16 mars 2020 (AFP) - Hôtel offert aux professionnels de santé, certificats pour passer la frontière ou abolition des limitations des jours de télétravail: face à l'épidémie du coronavirus, le Luxembourg veut faciliter le travail de ses frontaliers, indispensables à son économie.

Les frontaliers représentant 46% de la masse salariale de ce petit pays.

Le grand-duché a édité lundi des formulaires justificatifs pour le passage de la frontière des résidents allemands et français.

Environ 106.000 travailleurs basés dans le Grand Est traversent quotidiennement la frontière pour venir travailler au Luxembourg, attirés par son économie florissante et son salaire minimum le plus élevé d'Europe à 2.570,39 euros pour les travailleurs qualifiés.

Grâce aux certificats, les travailleurs frontaliers pourront théoriquement être exemptés de restrictions sur les traversées des frontières.

L'Allemagne a annoncé dimanche une fermeture partielle de ses frontières tandis que la France a appelé lundi soir à la stricte limitation des déplacements.

"Toute notre économie, tout notre secteur de la santé risque de s'écrouler avec l'absence des frontaliers donc il faut tout faire pour qu'ils puissent venir travailler", a déclaré lundi matin la ministre luxembourgeoise de la Santé, Paulette Lenert.

Le Luxembourg a décidé de proposer aux travailleurs frontaliers actifs dans le secteur des soins de santé de loger dans le pays durant la crise du coronavirus.

"Tous les hôtels qui sont vides actuellement, nous sommes en train de les mobiliser et aujourd'hui, nous allons offrir aux professionnels du secteur de la santé qui le souhaitent de venir occuper les chambres avec leur famille", a expliqué Mme Lenert.

"Dans le seul secteur des soins, nous avons 62% de navetteurs frontaliers et ce n'est pas rien", a-t-elle souligné.

Autre mesure annoncée : le télétravail va être facilité pour les frontaliers qui vivent en Belgique grâce à la levée du quota des 24 jours.

La convention fiscale belgo-luxembourgeoise prévoit une tolérance de 24 jours de travail par an hors du grand-duché tout en y restant imposé.

"Les autorités belges et luxembourgeoises estiment que la situation actuelle

liée au coronavirus constitue un cas de force majeure, pour lequel aucun jour n'est à comptabiliser au titre de la règle des 24 jours", a estimé lundi le ministère luxembourgeois des Finances.

Aucune mesure de ce type n'a été annoncée pour les travailleurs frontaliers français et allemands pour lesquels les limitations sont de respectivement 29 jours et 19 jours de travail hors du pays d'imposition par an.

Cak/fmi/mm ■



La France annonce une fermeture des frontières mais pas pour les frontaliers

Le président français s'exprimait ce lundi soir. Lors de son allocution, Emmanuel Macron a martelé: «nous sommes en guerre».

Coronavirus

Emmanuel Macron a pris la parole ce lundi soir pour annoncer de nouvelles mesures pour lutter contre la pandémie. L'une d'entre elles touche particulièrement la Suisse et le canton de Genève. «Dès demain midi, les frontières à l'entrée de l'Union européenne et de l'espace Schengen seront fermées. Tous les voyages entre les pays européens et l'Union européenne seront suspendus», a déclaré le président français. Ajoutant par la suite que les ressortissants français «qui sont actuellement à l'étranger et souhaitent rentrer pourront bien entendu rejoindre leur pays.»

X

Publicité

EN SAVOIR PLUS

Les frontaliers pourront se rendre à leur travail

Lors d'une allocution télévisuelle qui aura duré près de 25 minutes, Emmanuel Macron ne s'est évidemment pas attardé dans les détails. Surtout celui du sort réservé aux 86'000 frontaliers actifs qui travaillent dans le canton de Genève. Ces derniers sont-ils touchés par cette interdiction, et notamment les nombreuses infirmières travaillant aux HUG? Absolument pas, assure le conseiller d'État Mauro Poggia, chargé de la Santé. «J'ai encore téléphoné ce matin au préfet qui me l'a confirmé. Les frontaliers ne sont pas concernés par cette mesure. Et la France n'a aucune intention de réquisitionner le personnel soignant, elle considère les HUG comme un pôle de santé régional.»

Les frontaliers peuvent donc se rendre à leur travail sans hésiter. Il y aura toutefois des contrôles aux frontières, où il leur faudra démontrer qu'ils travaillent en Suisse, en présentant notamment leur permis G. Les frontaliers suisses devront, eux aussi, établir la preuve qu'ils travaillent à Genève. À leur retour en France, il est probable que ces travailleurs soient aussi amenés à démontrer leur résidence en France.

À noter que Genève compte plus de 2300 infirmiers français, soit près des deux tiers du total de la profession qui travaillent dans le canton. Rien qu'aux HUG, 60% des infirmiers et 9% des médecins sont des frontaliers. «Sur environ 5200 soignants, environ 3200 ont leur domicile en France, confirme le porte-parole de l'hôpital universitaire, Nicolas de Saussure. Parmi les quelque 2000 médecins, 180 habitent en France.»

Quid d'une réquisition du personnel hospitalier?

Questionné il y a une semaine sur une possible réquisition du personnel hospitalier par l'Italie cette fois-ci, le ministre de la Santé Alain Berset avait alors peser ses mots avant de répondre. «C'est un scénario que nous avons sur notre radar. Nous sommes conscients que la situation est très difficile en Italie. Une réquisition serait néanmoins une mesure difficile à accepter sans autre, car nous avons une situation stable. Je peux imaginer aussi que les Italiens qui bénéficient d'un contrat de travail et d'un salaire chez nous ne seraient pas très contents. Cela dit, la réquisition n'est pas pour l'instant une mesure en discussion.»

La loi française, elle, est très claire. «Si l'afflux de patients ou de victimes ou la situation sanitaire le justifie [...], le représentant de l'État dans le département peut [...] notamment requérir le service de tout professionnel de santé.»

Une telle mesure avait déjà été envisagée lors de précédentes épidémies, comme celle d'H1N1, en 2009. La question avait même été discutée entre les autorités franco-suisse. À l'époque, la France s'était abstenue. Mais la crise du coronavirus est sans précédent. Et en cas de réquisition du personnel français par l'État, les HUG seraient tenus de prendre des mesures drastiques. «Il faudrait trouver des solutions telles que l'augmentation des temps partiels, le report des vacances et compensations, la réduction voire suppression des traitements agendés à l'avance», énumère Nicolas de Saussure, qui cite encore «des recours à des intérimaires ou à des stagiaires».



<https://files.newsnetz.ch/images/NewsnetGlobe.jpg>

Image: Keystone



La Commission européenne veut restreindre les "voyages non essentiels" vers l'UE pendant 30 jours

Par Euronews La Commission européenne a proposé ce lundi de " restreindre " les voyages " non essentiels " vers l'Union européenne, pour

une période initiale de 30 jours, alors que l'Europe est devenue le nouvel épicentre de la pandémie de nouveau coronavirus.

Moins il y a de voyages, plus nous pouvons contenir le virus ", a expliqué la présidente de l'exécutif européen Ursula von der Leyen dans une vidéo sur Twitter, puis en conférence de presse à Bruxelles après une visioconférence avec les dirigeants du G7.

Qui serait concerné ?

Mais les frontières intérieures de l'Union européenne restent ouvertes. Seront toujours autorisés à circuler les résidents de l'Union européenne, les travailleurs transfrontaliers, les diplomates, les transports de marchandises ou encore le "personnel essentiel comme les médecins, infirmières, soignants, chercheurs et experts qui contribuent à la lutte contre le coronavirus",

Cette proposition devra être approuvée par les chefs d'Etat et de gouvernement, qui ont leur propre rendez-vous par vidéo mardi.

Est-ce que cela sera suffisant pour mettre de l'ordre entre les pays européens ? Depuis quelques jours, certains prennent la décision de fermer leurs frontières, à des degrés divers. La République tchèque, Chypre, le Danemark, la Lituanie, la Slovaquie, la Hongrie ou encore la Serbie ont décidé de fermer les leurs.

De son côté, l'Allemagne n'a fermé que partiellement ses frontières, continuant d'autoriser le trafic de marchandises et le passage des travailleurs frontaliers.

"Le confinement forcé met nos économies dans une situation semblable à celle d'une guerre".

Président de l'Eurogroupe

Quelles mesures économiques ?

"Le confinement forcé met nos économies dans une situation semblable à celle d'une guerre" , a jugé lundi Mario Centeno, président de l'Eurogroupe, juste avant une vidéoconférence des 27 ministres des Finances de l'UE, consacrée au coronavirus.

"Nous savons que le virus n'a pas atteint son pic. Nous ne devons pas nous voi-

ler la face", a-t-il prévenu.

Lors de cette réunion, Mario Centeno compte présenter une série de mesures économiques pour répondre aux défis que représente la pandémie.

"Cela inclue des initiatives pour contenir et traiter la maladie, un soutien en liquidité aussi bien pour les PME, les travailleurs et les familles, qui vont les aider à passer la période" jusqu'à la fin de la pandémie, a-t-il précisé.

Comme l'a déjà annoncé vendredi la Commission européenne, les règles de l'UE concernant la discipline budgétaire des pays mais aussi celles sur les aides d'Etat n'entraveront en rien les mesures que prendront les pays européens pour soutenir leur économie, a souligné M. Centeno.

La possibilité de se montrer souple vis-à-vis des règles est inscrite dans les traités européens, en cas de circonstances exceptionnelles. "La flexibilité est là et elle sera utilisée" , a-t-il insisté.



https://static.euronews.com/articles/stories/04/50/54/30/1000x563_cm-sv2_dd4d94ea-137d-5410-8579-883961c4d755-4505430.jpg

par Mario Centeno



Coronavirus: vers une fermeture des frontières extérieures de l'UE

ajoute citations

Bruxelles, 16 mars 2020 (AFP) - Le Vieux Continent, nouvel épicentre de la pandémie de coronavirus, s'apprête à se refermer sur lui-même: la Commission européenne a proposé lundi d'interdire les voyages "non essentiels" vers l'UE, pour une durée initiale de 30 jours.

Cette proposition, qui prévoit un certain nombre d'exceptions, devra être approuvée par les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union qui se réunissent mardi par visioconférence.

"Moins il y a de voyages, plus nous pouvons contenir le virus", a expliqué la présidente de l'exécutif européen Ursula von der Leyen dans une vidéo sur Twitter, puis en conférence de presse à Bruxelles après une visioconférence avec les dirigeants du G7.

Malgré le Brexit, les citoyens britanniques ne sont pas concernés par l'interdiction d'entrée dans l'UE, car ils sont encore considérés comme des "citoyens européens", a indiqué Mme von der Leyen.

Les restrictions ne s'appliquent pas non plus aux résidents de longue date de l'Union européenne, aux membres de la famille de ressortissants européens, aux diplomates ou encore au "personnel essentiel comme les médecins, infirmières, soignants, chercheurs et experts qui contribuent à la lutte contre le coronavirus", a-t-elle précisé.

Les transfrontaliers doivent aussi pouvoir entrer dans l'UE, a précisé Mme von der Leyen.

"Nous devons redoubler d'efforts pour réduire la pression énorme exercée sur notre système de santé", a justifié l'Allemande. "En Europe, nous sommes durablement touchés par le virus, et nous savons que tout ce qui réduit l'interaction sociale réduit également la vitesse de propagation du virus".

La cheffe de l'exécutif européen a aussi insisté sur la nécessité pour les 27 de coordonner leurs actions à l'intérieur du bloc, alors que plusieurs Etats membres ont fermé partiellement leurs frontières, comme l'Allemagne, ou totalement, comme l'Espagne.

Elle a souligné l'importance d'une libre circulation des biens au sein de l'UE.

"Le flux des marchandises vers l'UE doit continuer à garantir l'approvisionnement des marchandises, y compris des articles essentiels comme les médicaments, mais aussi la nourriture et les composants requis par nos usines", a-t-elle expliqué.

La Commission a publié lundi pour ce faire des recommandations à l'attention

des Etats membres.

Elle préconise notamment la mise en place de "couloirs prioritaires" pour le transport de marchandises, "pour mettre fin aux embouteillages et assurer la bonne circulation des biens".

"Cette crise est sérieuse, elle va être longue", a averti Charles Michel, le président du Conseil européen, l'organe qui regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement des 27.

Les deux dirigeants de l'UE avaient critiqué jeudi le président Donald Trump pour avoir décidé "de façon unilatérale et sans consultation" d'interdire temporairement aux Européens d'entrer aux Etats-Unis.

Pour que la mesure d'interdiction soit efficace, elle doit être aussi appliquée par les quatre pays membres de l'espace Schengen de libre circulation des personnes, mais non membres de l'UE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), a plaidé Ursula von der Leyen.

m1a-alm/fmi/sl ■



Coronavirus : faute de frontaliers, « tout le secteur de la santé du Luxembourg risque de s'effondrer »

Le constat est sans appel : « Tout le secteur de la santé du Luxembourg risque de s'effondrer en l'absence des frontaliers » : il est dressé ce lundi par la ministre de la Santé de ce petit pays d'un peu plus de 600 000 habitants situé entre la Belgique, la France et l'Allemagne. Face à la menace imminente du confinement de la région Grand Est en France, le Luxembourg va proposer à ses travailleurs frontaliers du secteur de la santé de loger dans le pays durant la crise du coronavirus. « Dans le seul secteur des soins, nous avons 62 % de navetteurs frontaliers (70 %, selon le Premier ministre) et ce n'est pas rien », a souligné la ministre Paulette Lenert. Des chambres d'hôtels vides « Tous les hôtels qui sont vides actuellement, nous sommes en train de les mobiliser et aujourd'hui, nous allons offrir aux professionnels du secteur de la santé qui le souhaitent de venir occuper les chambres avec leur famille », a expliqué la ministre. Les travailleurs frontaliers représentent 46 % de la main-d'œuvre salariée dans ce petit pays, dont 106 000 en provenance du Grand Est. Le Luxembourg compte 7 389 chambres dans les hôtels, auberges et pensions du pays selon les données de l'Institut national de statistiques (Statec). Plus de 80 cas de coronavirus. En outre, des crèches spéciales ont été mises en place près des hôpitaux du pays où sont actuellement traités 81 patients confirmés. À ce jour un seul décès lié au coronavirus a été recensé au Grand-Duché. Le Luxembourg figure souvent en tête des statistiques en matière de PIB par habitant et son salaire minimum est le plus élevé de l'Union européenne avec 2 570,39 euros pour les travailleurs qualifiés. Mais les prix des logements sont en constante augmentation. Dans le canton de Luxembourg, le prix moyen d'une maison monte à 1,16 million d'euros environ selon les dernières données de l'Observatoire de l'habitat. Contrôles à la frontière allemande La police allemande a entamé lundi matin ses contrôles aux frontières non seulement avec la France, la Suisse et l'Autriche, comme elle l'avait annoncé hier mais aussi avec le Luxembourg et le Danemark. Depuis 8 heures, les policiers allemands ne laissent passer que le transport de marchandise et les travailleurs transfrontaliers. À Kehl, au point de passage avec Strasbourg, la frontière est bien fermée sauf pour les frontaliers. Les piétons sont refoulés, selon les Dernières nouvelles d'Alsace. Le tram vers l'Allemagne s'arrête à la frontière. Seuls les citoyens allemands qui ne présentent pas de symptôme de la maladie, les travailleurs transfrontaliers et les étrangers disposant d'un permis de résidence peuvent désormais entrer dans le pays, a précisé le ministre de l'intérieur Horst Seehofer. Dimanche soir, il avait déclaré que « les personnes sans motif de voyage valable ne sont plus autorisées à traverser la frontière », laissant une porte entrouverte à d'autres cas. Concernant la France, il a expliqué avoir pris sa décision alors que l'Alsace et de Lorraine ont été classées comme zones à risque par l'autorité de référence en Allemagne pour la lutte contre les épidémies, l'Institut Robert Koch. Dans le Bas-Rhin, les bacs ne traversent plus le Rhin plus jusqu'à nouvel ordre. #inforoute67 Les bacs de #Seltz et #Drusenheim seront à l'arrêt pour une durée indéterminée à partir du lundi 16 mars 2020 #COVID19#dnainfospic.twitter.com/qen94M3f0K

— Tout le Bas-Rhin (@toutlebasrhin) March 15, 2020



Dans le seul secteur des soins, 62 % des employés sont des frontaliers (Illustration).

Dans le seul secteur des soins, 62 % des employés sont des frontaliers (Illustration).

AFP/PHILIPPE HUGUEN.

par M.-L.w. Avec Afp



Les mesures prises par Bruxelles face au coronavirus (REPERES, ACTUALISATION), Prev

par Clément Zampa

Avec interdiction de certains voyages

Bruxelles, 16 mars 2020 (AFP) - Interdiction des voyages non essentiels vers le continent européen, flexibilité de la règle des 3%, limitation des exportations d'équipements de protection: voici les principales mesures prises par l'UE pour lutter contre la pandémie du coronavirus.

- Interdire certains voyages -

La Commission européenne a proposé lundi d'interdire, pour une période initiale de 30 jours, les voyages "non essentiels" vers l'UE, avec quelques dérogations (résidents de longue date, personnel soignant, transfrontaliers...)

Cette proposition devra être approuvée mardi par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE.

Les personnes transportant des biens doivent également être libres de circuler pour "garantir l'approvisionnement des marchandises".

- Maintenir la libre-circulation -

Bruxelles a publié lundi des recommandations aux Etats membres pour éviter les embouteillages aux frontières intérieures de l'UE et permettre le transport de biens malgré les contrôles destinés à lutter contre le nouveau coronavirus.

Plusieurs membres de l'UE ont fermé plus ou moins partiellement leurs frontières ou imposé de nouveaux contrôles sanitaires.

- Trouver des équipements -

Le manque d'équipements de protection a poussé la Commission à limiter leurs exportations, afin de garantir l'approvisionnement du marché européen face à la pandémie.

Ces restrictions s'appliquent sur les masques, lunettes de protection, visières, protège visage, protections de nez et de bouche et combinaisons de protection.

Berlin et Paris, qui avaient pris des mesures de restriction ou d'interdiction des exportations, ont finalement accepté d'autoriser les exportations de matériel dans l'UE, en particulier vers l'Italie.

- Mobiliser des fonds -

Bruxelles va mettre à disposition 8 milliards d'euros pour venir en aide aux secteurs vulnérables de l'économie.

Ces fonds ont déjà été versés aux Etats membres dans le cadre des Fonds structurels, mais n'ayant pas été utilisés, ils auraient dû être remboursés.

Ils pourront servir à la lutte contre le coronavirus.

Sur cette base, la Commission espère mobiliser jusqu'à 29 milliards d'euros d'investissements, soit 37 milliards au total.

Elle va en outre autoriser les Etats membres à dépenser contre le coronavirus 28 milliards d'euros de Fonds structurels -- provenant de leurs enveloppes nationales 2014-2020 -- qui n'ont pas encore alloués.

Par ailleurs, jusqu'à 800 millions d'euros issus du Fonds de solidarité de l'UE, destiné à répondre aux situations de crise, pourront être mobilisés.

Enfin, Bruxelles va mettre à disposition un milliard d'euros du budget de l'UE pour servir de garantie au Fonds européen d'investissement, qui devrait "permettre de mobiliser 8 milliards d'euros de fonds de roulement" à destination d'au moins 100.000 PME.

- Tolérer un déficit -

Bruxelles a promis une "flexibilité maximale" dans l'application des règles européennes sur les budgets des Etats, ce qui concerne en particulier leur déficit et la fameuse "règle des 3%".

Cela doit permettre aux Etats membres d'accroître leurs dépenses budgétaires afin de "contenir l'épidémie" et d'"en atténuer les effets socio-économiques négatifs".

"En cas de grave récession économique" dans la zone euro, la Commission se dit prête à activer une clause suspendant l'application des règles pour autoriser une politique de soutien budgétaire plus globale.

- Assouplir les aides d'Etat -

L'UE, qui s'assure que les aides apportées par les Etats aux entreprises ne faussent pas la concurrence sur le marché unique, va se montrer plus conciliante.

"Nous veillerons à ce que les aides d'État puissent être versées aux entreprises (en particulier les PME, ndlr) qui en ont besoin" à cause de la crise, a affirmé Ursula von der Leyen.

Les traités prévoient que "les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires" sont compatibles avec les règles du marché intérieur.

- Aider le transport aérien -

La Commission va assouplir temporairement les règles sur les créneaux aéroportuaires, afin d'éviter les vols à vide et aider le secteur aérien.

Les transporteurs aériens avaient appelé à une suspension de ces règles qui obligent les compagnies à utiliser au moins 80% des créneaux horaires qui leur sont attribués dans les aéroports, faute de quoi elles perdent leurs droits la saison suivante.

- Soutenir la recherche -

Bruxelles a "mobilisé 140 millions d'euros de fonds publics et privés" pour des recherches sur des vaccins, le diagnostic et le traitement.

Sur plus de 90 propositions de projets, 17 ont été sélectionnées.

- Echanger les informations-

Les ministres de la Santé et de l'Intérieur tiennent des conférences téléphoniques quotidiennes.

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), à Stockholm, recueille des données sur le développement de l'épidémie et formule des recommandations aux États membres.

bur-zap/fmi/pcm ■



Pour endiguer la propagation du coronavirus, l'Allemagne filtre ses frontières

"Quelle est la raison de votre entrée en Allemagne?": au poste-frontière de Freilassing, en Bavière, douaniers et policiers filtrent depuis lundi matin toutes les voitures en provenance d'Autriche, avec calme.

Pour tenter d'endiguer la propagation du nouveau coronavirus, Berlin a décidé d'effectuer depuis 08h00 locales (07H00 GMT) des contrôles à ses frontières terrestres avec l'Autriche, la France, le Luxembourg, le Danemark et la Suisse. Les voyages aériens et ferroviaires ne sont pour le moment pas concernés, même si leur activité connaît un net ralentissement. Ne sont autorisés à passer que les travailleurs transfrontaliers, les marchandises mais aussi les personnes rentrant dans leur pays d'origine en voiture et obligés de traverser l'Allemagne. Les camions, eux, passent automatiquement sans être contrôlés. Avec un trafic moins important qu'à l'accoutumée au niveau de la frontière germano-autrichienne, les automobilistes semblent avoir intégré cette décision annoncée la veille par le gouvernement allemand. Ils sont rares à faire demi-tour, même si, côté autrichien, quelques bouchons ont vu le jour. "Cela n'a pas été une surprise pour les gens ici. Que l'on ne puisse pas prendre en compte les requêtes particulières de chaque personne, nous en sommes désolés", explique à l'AFP Maximilian Wirz, porte-parole de la police fédérale allemande à Freilassing. "Situation de catastrophe" en Bavière. Les hommes de M. Wirz, équipés de gants et de masques, leurs rappellent parfois les nouvelles règles. "Ne peuvent passer la frontière ici que des Allemands, des étrangers possédant un titre de séjour en Allemagne et habitant en Allemagne, des travailleurs frontaliers avec une attestation de leur employeur et des personnes avec des raisons particulières. Nous décidons alors au cas par cas, comme par exemple un transport médical urgent", énumère le policier. La Bavière, qui avec 886 cas répertoriés et quatre décès est la deuxième région la plus touchée du pays, s'inquiète particulièrement de la propagation du Covid-19. L'Allemagne, où l'épidémie "n'a pas encore atteint son pic", selon le ministre de l'Intérieur Horst Seehofer, compte près de 5.000 personnes infectées pour un total de 12 morts. Le ministre-président de Bavière, Markus Söder, a ainsi décrété lundi une "situation de catastrophe" pour sa région, permettant de mobiliser des moyens supplémentaires, comme le recours à l'armée dans les hôpitaux par exemple. Toute activité sportive et culturelle y sera désormais interdite et l'ouverture des magasins, pharmacies ou restaurants restreinte. Ces derniers ne pourront plus servir qu'entre 06H00 et 15H00 avec 30 clients maximum. La région a également annoncé débloquer 10 milliards d'euros pour soutenir l'activité économique et sanitaire. Demi-tour. Environ 400 km plus à l'ouest, au niveau du Pont de l'Europe séparant la ville française de Strasbourg et allemande de Kehl, des contrôles similaires ont débuté dans la matinée. Plusieurs automobilistes venant de France ont été refoulés par les policiers allemands, l'achat de cigarettes ou de carburant - moins chers de l'autre côté du Rhin - ne constituant pas un motif valable. Un policier s'empare de leurs papiers d'identité et ne leur rend que lorsqu'ils ont fait demi-tour, le tout devant les objectifs de nombreux journalistes. Sur son scooter, Gilbert Tordjman, un Strasbourgeois venu "prendre de l'essence et acheter deux-trois trucs", doit lui aussi rebrousser chemin. La ligne de tramway qui rejoint

habituellement le centre de Kehl depuis Strasbourg, franchissant le Rhin sans la moindre indication du passage de la frontière, a depuis 08H00 son terminus sur la rive française.-**- Toutefois, faute de personnel médical suffisant, les policiers ne peuvent pas effectuer de test de température sur les entrants.-**- Ces fermetures partielles de frontières ne font pas l'unanimité en Allemagne.-**- L'eurodéputée et ancienne ministre de la Justice sociale-démocrate Katarina Barley a estimé "discutable" cette mesure et s'est dite plutôt en faveur de mesures de confinement.-**- "Que je voyage de Cologne à Francfort ou de Cologne à Nimègue aux Pays-Bas, si je suis infectée, je continuerai à propager le virus, alors que la plupart des pays sont touchés de la même manière", a-t-elle argumenté.-**-

[https://www.dhnet.be/data:image/png;base64,iVBORw0KGgoAAAANSU-
hEUgAAAAIAAAABCAAAAADRSSBWAAAAC0IEQV-
QI12N8xwAAAEIA8FPrQjsAAAAASUVORK5CYII=](https://www.dhnet.be/data:image/png;base64,iVBORw0KGgoAAAANSU-
hEUgAAAAIAAAABCAAAAADRSSBWAAAAC0IEQV-
QI12N8xwAAAEIA8FPrQjsAAAAASUVORK5CYII=)

[https://www.dhnet.be/data:image/png;base64,iVBORw0KGgoAAAANSUhEU-
gAAAAIAAAABCAAAAADRSSBWAAAAC0IEQVQI12N8xwAAAEIA8FPrQjsAAAAASU-
VORK5CYII=](https://www.dhnet.be/data:image/png;base64,iVBORw0KGgoAAAANSUhEU-
gAAAAIAAAABCAAAAADRSSBWAAAAC0IEQVQI12N8xwAAAEIA8FPrQjsAAAAASU-
VORK5CYII=)



VIDÉO. Coronavirus : des poids lourds bloqués à la frontière entre l'Allemagne et la Pologne

VIDÉO. Coronavirus : des poids lourds bloqués à la frontière entre l'Allemagne et la Pologne

Pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, l'Allemagne restreint les entrées dans le pays. Des dizaines de poids lourds se sont retrouvés bloqués à la frontière.

Face à l'épidémie de Coronavirus, l'Allemagne a pris la décision, ce week-end, de fermer ses frontières aux cinq pays qui l'entourent, notamment la France.

La police allemande a entamé lundi matin 16 mars ses contrôles et ne laisse passer que les transports de marchandises et les travailleurs transfrontaliers. Une situation qui a provoqué des bouchons à la frontière avec la Pologne.

En Bavière, les autorités vont décréter une situation de catastrophe afin de pouvoir mobiliser des moyens, comme le recours à l'armée dans les hôpitaux par exemple.

Berlin veut aussi interdire aux Français de réaliser des achats de masse dans les magasins allemands et y vider les rayons.



Des poids lourds bloqués à la frontière entre l'Allemagne et la Pologne après la décision de Berlin de fermer ses frontières.

Des poids lourds bloqués à la frontière entre l'Allemagne et la Pologne après la décision de Berlin de fermer ses frontières.

AFP



Les Européens préparent des mesures concertées contre le Covid-19

Les Européens préparaient lundi des mesures concertées face à la pandémie de Covid-19 dont le bilan dépasse dorénavant les 6.500 morts dans le monde, notamment en Europe où l'explosion du nombre des malades pousse les Etats à confiner leurs populations et à fermer leurs frontières.

Côté européen, Paris a annoncé que des mesures seraient "finalisées et annoncées dans les prochaines heures" sur les frontières extérieures de l'Union européenne, après des échanges avec plusieurs responsables européens.

Le président Emmanuel Macron, qui doit s'exprimer lundi soir, a appelé à "intensifier la coordination européenne et acter rapidement des mesures efficaces et concertées, notamment concernant les frontières de l'UE", tout en condamnant "les mesures unilatérales non concertées prises aux frontières par un certain nombre d'Etats membres de l'UE".

Le Premier ministre italien Giuseppe Conte, dont le pays est le plus sévèrement frappé en Europe, a appelé à "une coordination européenne" dans la santé et l'économie.

Un sommet extraordinaire du G7 regroupant sept pays industrialisés, actuellement présidé par les Etats-Unis et dont la France et l'Italie font partie, est prévu pour dans la journée par visioconférence afin de coordonner la lutte contre le coronavirus dans les domaines sanitaire, économique, financier et de la recherche sur un vaccin et des traitements. Mardi se déroulera une réunion extraordinaire des 27 dirigeants de l'Union européenne.

A l'intérieur même de l'UE, de nombreux pays cherchent à se protéger en s'isolant toujours plus, mettant à mal le principe européen de libre circulation. Lundi matin, l'Allemagne a mis en oeuvre des contrôles à ses frontières avec cinq pays -France, Autriche, Suisse, Danemark, Luxembourg.

Des restrictions qui s'ajoutent à une cascade de mesures prises dans les différents pays. Ecoles et universités, restaurants, bars, discothèques, cinémas, sont désormais fermés un peu partout, y compris les pubs en Irlande et les maisons closes aux Pays-Bas. Le monde du sport est à l'arrêt ou à huis clos, les musées restent clos et les annulations d'événements culturels se multiplient.

La ville de Moscou a annoncé la fermeture à compter du 21 mars de toutes les écoles et va limiter drastiquement dès mardi toute activité publique de loisir en raison de la pandémie de coronavirus.

- Lundi noir sur les marchés -

Les marchés boursiers reflétaient cette humeur, avec un lundi noir malgré l'offensive des banques centrales.

La Réserve fédérale américaine (Fed) a brutalement abaissé dimanche ses taux d'intérêt à zéro et participé à coups de centaines de milliards de dollars à une action mondiale concertée avec d'autres banques centrales -celles du Japon, du Royaume-Uni, du Canada, de Suisse- pour approvisionner le monde en liquidités.

Des annonces qui n'ont pas suffi à rassurer les marchés, tétanisés par les craintes d'une récession mondiale face à une pandémie qui semble ralentir dans son berceau asiatique mais se propage sur les autres continents.

La Bourse de New York poursuivait sa dégringolade lundi après la reprise des échanges, interrompus peu après l'ouverture. Son indice vedette, le Dow Jones s'effondrait vers 13H50 GMT de 11,84%.

L'UE prévoit une récession en 2020, a annoncé lundi le commissaire européen chargé du Marché intérieur Thierry Breton. La Chine, quant à elle, a fait état du premier recul de sa production industrielle en près de 30 ans et d'un effondrement des ventes de détail.

Plusieurs grandes compagnies aériennes ont fortement réduit la voilure.

La compagnie allemande Lufthansa va ainsi supprimer "jusqu'à 90%" de ses capacités de vols long-courriers dans le contexte d'une chute sans précédent du trafic aérien dans le monde.

Dans le monde entier, le nombre des cas de Covid-19 recensés officiellement s'établissait lundi à 09H00 GMT à 168.250, selon un bilan établi par l'AFP.

La maladie a fait périr 6.501 personnes au total dont 2.335 en Europe, où le nombre des contaminations explose, notamment en Italie, en Espagne et en France.

Il y a désormais plus de décès recensés ailleurs dans le monde (3.288) qu'en Chine continentale (3.213), point de départ en décembre de l'épidémie et pays le plus touché.

L'Italie (1.809 morts pour 24.747 cas) n'a pas "encore atteint le pic" de contagion, a averti son Premier ministre.

Deuxième pays le plus touché d'Europe, l'Espagne (9.191 cas dont 309 morts) a enregistré près de 1.500 nouveaux cas en 24 heures et le gouvernement a prévenu que le confinement de la population risquait de durer.

- Situation "très inquiétante" en France -

En France (127 morts et 5.423 cas avec plus de 400 personnes hospitalisées en état grave), la situation "est très inquiétante" et "se détériore très vite", selon les autorités.

Le Chili a emboîté le pas lundi à l'Allemagne, la Russie, la République tchèque, l'Argentine, la Colombie ou encore le Guatemala qui ont annoncé dimanche la fermeture totale ou partielle de leurs frontières.

L'Allemagne a décidé d'interdire les rassemblements dans les lieux de culte et d'ordonner la fermeture des aires de jeu et des magasins "non essentiels".

L'Iran, le troisième pays le plus touché du monde, a donné lundi son bilan le plus lourd sur 24 heures avec 129 décès supplémentaires, portant le total à 853.

La Chine semble avoir enrayé la propagation du virus avec seulement 16 nouveaux cas lundi, dont 12 importés de l'étranger.

En Corée du Sud, un nouveau foyer de contamination lié à une Eglise est apparu avec un tiers des 135 fidèles de l'Eglise de Grace River Church de Seongnam, près de Séoul, testés positifs.

Le Maroc (29 cas, un décès) fermera à partir de lundi soir tous ses hammams, cafés, restaurants, théâtres, cinémas et salles de sport après avoir suspendu la veille tous les vols internationaux. Des avions spéciaux ont été autorisés pour rapatrier les touristes européens bloqués.

Bruxelles propose d'interdire les voyages "non essentiels" vers l'UE

La Commission européenne a proposé lundi d'interdire les voyages "non essentiels" vers l'Union européenne, avec des dérogations, pour une période initiale de 30 jours, alors que l'Europe est devenue le nouvel épicode de la pandémie de nouveau coronavirus.

"Moins il y a de voyages, plus nous pouvons contenir le virus", a expliqué la présidente de l'exécutif européen Ursula von der Leyen dans une vidéo sur Twitter, puis en conférence de presse à Bruxelles après une visioconférence avec les dirigeants du G7.

Cette proposition devra être approuvée par les chefs d'Etat et de gouvernement de L'UE, qui ont leur propre rendez-vous par vidéo mardi.

Les citoyens britanniques ne sont pas concernés par ces restrictions, car ils sont encore considérés comme des "citoyens européens", a indiqué Mme von der Leyen.

Les restrictions de voyage ne concernent pas les résidents de longue date de l'Union européenne, les membres de la famille de ressortissants européens, les diplomates, ou encore le "personnel essentiel comme les médecins, infirmières, soignants, chercheurs et experts qui contribuent à la lutte contre le coronavirus", a-t-elle précisé.

Les transfrontaliers doivent aussi pouvoir passer, a précisé Mme von der Leyen.

Pour Charles Michel, le président du Conseil européen, l'organe qui regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement des 27, "la philosophie (de ces mesures) vise à réduire des mouvements qui ne sont pas nécessaires et à garantir la circulation des biens, les approvisionnements qui sont nécessaires".

Il s'agit de "faire en sorte que nos systèmes de santé aient la capacité de se

préparer à ce qui nous attend", a-t-il déclaré en conférence de presse au côté d'Ursula von der Leyen.

La cheffe de l'exécutif européen a insisté sur le fait que les personnes transportant des biens devaient également être libres de circuler.

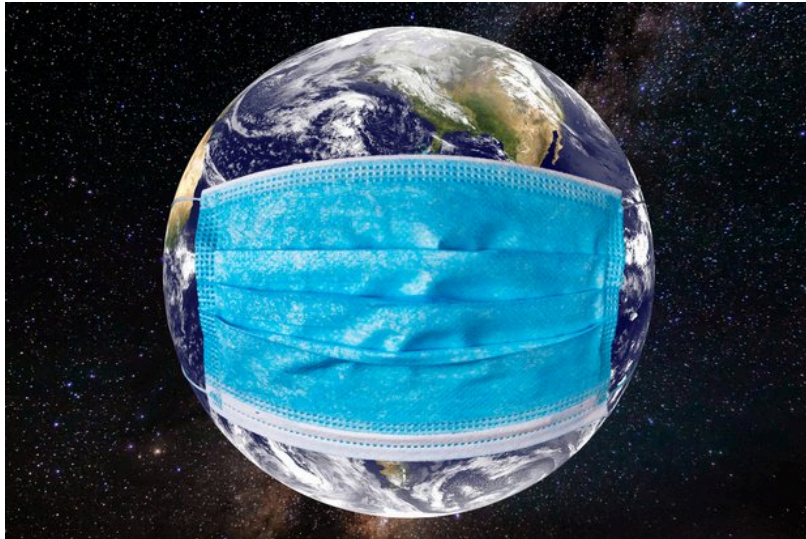
"Le flux des marchandises vers l'UE doit continuer à garantir l'approvisionnement des marchandises, y compris des articles essentiels comme les médicaments, mais aussi la nourriture et les composants requis par nos usines", a-t-elle expliqué.

"Cette crise est sérieuse, elle va être longue", a averti M. Michel.

Pour que cette mesure soit efficace, elle doit être aussi appliquée par les quatre pays membres de l'espace Schengen de libre circulation des personnes, mais non membres de l'UE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), a plaidé Ursula von der Leyen.

Côté européen, Paris a annoncé que des mesures seraient "finalisées et annoncées dans les prochaines heures" sur les frontières extérieures de l'Union européenne, après des échanges avec plusieurs responsables européens. Le président Emmanuel Macron, qui doit s'exprimer lundi soir, a appelé à "intensifier la coordination européenne et acter rapidement des mesures efficaces et concertées, notamment concernant les frontières de l'UE", tout en condamnant "les mesures unilatérales non concertées prises aux frontières par un certain nombre d'Etats membres de l'UE". Le Premier ministre italien Giuseppe Conte, dont le pays est le plus sévèrement frappé en Europe, a appelé à "une coordination européenne" dans la santé et l'économie. Un sommet extraordinaire du G7 regroupant sept pays industrialisés, actuellement présidé par les Etats-Unis et dont la France et l'Italie font partie, est prévu pour dans la journée par visioconférence afin de coordonner la lutte contre le coronavirus dans les domaines sanitaire, économique, financier et de la recherche sur un vaccin et des traitements. Mardi se déroulera une réunion extraordinaire des 27 dirigeants de l'Union européenne. A l'intérieur même de l'UE, de nombreux pays cherchent à se protéger en s'isolant toujours plus, mettant à mal le principe européen de libre circulation. Lundi matin, l'Allemagne a mis en oeuvre des contrôles à ses frontières avec cinq pays - France, Autriche, Suisse, Danemark, Luxembourg. Des restrictions qui s'ajoutent à une cascade de mesures prises dans les différents pays. Ecoles et universités, restaurants, bars, discothèques, cinémas, sont désormais fermés un peu partout, y compris les pubs en Irlande et les maisons closes aux Pays-Bas. Le monde du sport est à l'arrêt ou à huis clos, les musées restent clos et les annulations d'événements culturels se multiplient. La ville de Moscou a annoncé la fermeture à compter du 21 mars de toutes les écoles et va limiter drastiquement dès mardi toute activité publique de loisir en raison de la pandémie de coronavirus. - Lundi noir sur les marchés - Les marchés boursiers reflétaient cette humeur, avec un lundi noir malgré l'offensive des banques centrales. La Réserve fédérale américaine (Fed) a brutalement abaissé dimanche ses taux d'intérêt à zéro et participé à coups de centaines de milliards de dollars à une action mondiale concertée avec d'autres banques centrales - celles du Japon, du Royaume-Uni, du Canada, de Suisse - pour approvisionner le monde en liquidités. Des annonces qui n'ont pas suffi à rassurer les marchés, tétanisés par les craintes d'une récession mondiale face à une pandémie qui semble ralentir dans son berceau asiatique mais se pro-

page sur les autres continents. La Bourse de New York poursuivait sa dégringolade lundi après la reprise des échanges, interrompus peu après l'ouverture. Son indice vedette, le Dow Jones s'effondrait vers 13H50 GMT de 11,84%. L'UE prévoit une récession en 2020, a annoncé lundi le commissaire européen chargé du Marché intérieur Thierry Breton. La Chine, quant à elle, a fait état du premier recul de sa production industrielle en près de 30 ans et d'un effondrement des ventes de détail. Plusieurs grandes compagnies aériennes ont fortement réduit la voilure. La compagnie allemande Lufthansa va ainsi supprimer "jusqu'à 90%" de ses capacités de vols long-courriers dans le contexte d'une chute sans précédent du trafic aérien dans le monde. Dans le monde entier, le nombre des cas de Covid-19 recensés officiellement s'établissait lundi à 09H00 GMT à 168.250, selon un bilan établi par l'AFP. La maladie a fait périr 6.501 personnes au total dont 2.335 en Europe, où le nombre des contaminations explose, notamment en Italie, en Espagne et en France. Il y a désormais plus de décès recensés ailleurs dans le monde (3.288) qu'en Chine continentale (3.213), point de départ en décembre de l'épidémie et pays le plus touché. L'Italie (1.809 morts pour 24.747 cas) n'a pas "encore atteint le pic" de contagion, a averti son Premier ministre. Deuxième pays le plus touché d'Europe, l'Espagne (9.191 cas dont 309 morts) a enregistré près de 1.500 nouveaux cas en 24 heures et le gouvernement a prévenu que le confinement de la population risquait de durer. - Situation "très inquiétante" en France - En France (127 morts et 5.423 cas avec plus de 400 personnes hospitalisées en état grave), la situation "est très inquiétante" et "se détériore très vite", selon les autorités. Le Chili a emboîté le pas lundi à l'Allemagne, la Russie, la République tchèque, l'Argentine, la Colombie ou encore le Guatemala qui ont annoncé dimanche la fermeture totale ou partielle de leurs frontières. L'Allemagne a décidé d'interdire les rassemblements dans les lieux de culte et d'ordonner la fermeture des aires de jeu et des magasins "non essentiels". L'Iran, le troisième pays le plus touché du monde, a donné lundi son bilan le plus lourd sur 24 heures avec 129 décès supplémentaires, portant le total à 853. La Chine semble avoir enrayé la propagation du virus avec seulement 16 nouveaux cas lundi, dont 12 importés de l'étranger. En Corée du Sud, un nouveau foyer de contamination lié à une Eglise est apparu avec un tiers des 135 fidèles de l'Eglise de Grace River Church de Seongnam, près de Séoul, testés positifs. Le Maroc (29 cas, un décès) fermera à partir de lundi soir tous ses hammams, cafés, restaurants, théâtres, cinémas et salles de sport après avoir suspendu la veille tous les vols internationaux. Des avions spéciaux ont été autorisés pour rapatrier les touristes européens bloqués.



https://web.static-rmg.be/ifa/c_crop,w_2000,h_1333,x_0,y_0,g_center/c_fit,w_620,h_413/3ea08c808ddaa3cb72278580a2d82483.jpg



Coronavirus: les principales mesures en Europe (REPERES), Prev

Paris, 16 mars 2020 (AFP) - Confinements, fermetures d'écoles, de commerces, voire de frontières, rassemblements interdits... Voici les principales mesures prises dans les pays européens pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus.

- Confinement -

L'Italie, l'Espagne, l'Autriche et la République tchèque ont pris des mesures strictes de confinement. Leurs habitants peuvent sortir pour travailler, se faire soigner, acheter à manger.

Les Français, privés de la plupart des lieux publics, s'attendent à d'éventuelles mesures plus radicales. Une allocution présidentielle est prévue à 19H00 GMT.

Le gouvernement britannique demande aux personnes présentant des symptômes de rester confinées une semaine.

La Grèce impose une quarantaine de 14 jours à tous les arrivants.

En Slovaquie, Croatie, Lettonie, Estonie, à Moscou et en Norvège, les citoyens revenant des principaux foyers de contamination doivent s'isoler chez eux. L'Allemagne recommande d'en faire autant.

- Frontières contrôlées ou fermées -

L'Allemagne pratique des contrôles aux frontières avec la France, l'Autriche, la Suisse, le Danemark et le Luxembourg, laissant passer uniquement transports de marchandises et travailleurs transfrontaliers.

La France va renforcer ses contrôles avec l'Allemagne, sans fermer sa frontière.

La République tchèque, Chypre, le Danemark, la Lituanie et la Slovaquie ont fermé leurs frontières aux étrangers (la Slovaquie accepte les Polonais).

La Russie a fermé ses frontières terrestres avec la Norvège et la Pologne.

L'Autriche a quasiment fermé sa frontière terrestre avec l'Italie.

- Ecoles fermées -

Les écoles, universités et crèches sont fermées en Italie, Pologne, Grèce, Irlande, République tchèque, Roumanie, Ukraine, Slovaquie, Slovénie, Lituanie, Norvège, Danemark, Luxembourg, Autriche, Bulgarie, Turquie, Allemagne, Belgique, France, Portugal, Suisse, Croatie, Espagne et à Moscou.

- Rassemblements interdits -

En Italie, Belgique et Chypre, tout rassemblement est prohibé.

Les rassemblements sont limités à cinq personnes en Autriche comme dans le canton suisse de Genève et à 30 en République tchèque.

Au-delà de 100 personnes, ils sont interdits en France, Danemark, Islande, Suisse et Pays-Bas, ainsi qu'en Roumanie et Hongrie pour les rassemblements fermés.

La Finlande et la Suède interdisent plus de 500 personnes.

En Allemagne, les événements non nécessaires de moins de 1.000 personnes sont annulés, chiffre au-delà duquel les rassemblements sont interdits en Pologne, Roumanie et au Portugal.

A Moscou, pas de regroupement de plus de 50 personnes en intérieur. Les rassemblements en plein air sont restreints.

- Commerces fermés -

La fermeture des commerces non essentiels a été décidée en Italie, France, Autriche, Bulgarie, Grèce, Andorre, en Allemagne et en Espagne.

Discothèques, bars, cafés et restaurants sont fermés en Belgique, tout comme les pubs en Irlande.

Les Pays-Bas et le Luxembourg ont ordonné la fermeture des lieux et commerces accueillant du public.

La Grèce a fermé ses musées et ses sites archéologiques.

- Transports perturbés -

En France a annoncé une réduction progressive des transports longue distance (trains, bus, avions).

En Allemagne, le transport ferroviaire régional va également être fortement réduit.

En Italie, le deuxième aéroport de Rome, Ciampino, est fermé et un des trois terminaux du principal, Fiumicino, le sera mardi.

La Pologne a annulé les vols intérieurs.

L'Ukraine a suspendu ses liaisons aériennes, la Russie a réduit les vols avec l'Union européenne.

L'Autriche a suspendu ses liaisons ferroviaires avec l'Italie. Les liaisons aériennes avec l'Italie, la France, l'Espagne et la Suisse sont suspendues.

bur-ang/ber/mig ■



Coronavirus : cinq minutes pour comprendre la fermeture de frontières

Les frontières ferment les unes après les autres pour tenter d'endiguer l'épidémie de coronavirus. Après les interdictions de rassemblements et les mesures de confinement, plusieurs Etats ont déjà annoncé le renforcement des contrôles douaniers, voire la fermeture totale de leurs frontières aux étrangers. Lundi soir, Emmanuel Macron a annoncé que l'Union européenne ferait les frontières de l'espace Schengen à toute entrée pour une période de 30 jours. Une mesure frappante mais qui peine toutefois à convaincre au sein de la communauté scientifique. Quels pays ont déjà fermé leurs frontières ? Cette décision a-t-elle un intérêt médical ? Le Parisien fait le point sur la situation. Quel pays ont fermé leurs frontières en Europe ? La liste des pays fermant leurs frontières s'allonge de jour en jour. Plusieurs pays ont annoncé la fermeture totale aux voyageurs étrangers comme la Pologne, la Lituanie, le Danemark, la Slovaquie, Chypre et la République tchèque. L'Espagne a annoncé fermer ses frontières terrestres à partir de lundi minuit, pour « contenir l'expansion » du virus. La Russie va suivre partir de mercredi et jusqu'au 1er mai, sauf pour les résidents permanents dans le pays. D'autres ont renforcé leurs contrôles douaniers, comme l'Allemagne qui a mis en œuvre dès lundi matin ses contrôles aux frontières avec cinq pays annoncés (France, Autriche, Suisse, Danemark, Luxembourg). De même, la Slovénie a instauré des contrôles sanitaires aux frontières. Certains pays frontaliers d'Etats fortement touchés ont également pris des mesures. C'est le cas de l'Autriche et de la Hongrie qui ont restreint leurs entrées pour l'Italie. Enfin, le Portugal a fermé ses frontières avec l'Espagne. L'Italie, presque coupée du monde, n'a pas mis en place de restriction officielle empêchant de franchir sa frontière. Les déplacements sur tout le territoire sont toutefois extrêmement limités. Même constat en Espagne où, s'il n'est pas question de fermer les frontières, le territoire est en situation d'urgence (transports publics limités, commerces fermés, usines réquisitionnées). Et en dehors de l'Europe ? Les fermetures de frontières gagnent tous les continents. Aux Etats-Unis, le président Donald Trump a annoncé, le 11 mars, l'interdiction pour les Européens d'entrer sur le territoire américain pour les 30 prochains jours. Une décision soudaine, alors que le chef d'Etat avait été accusé jusqu'à présent de minimiser la pandémie. **LIRE AUSSI > Cinq minutes pour comprendre la décision de Trump d'interdire l'entrée aux Européens** En dehors de l'Europe, la Russie a fermé ses frontières terrestres avec la Norvège et la Pologne. En Amérique latine, l'Argentine, la Colombie ou encore le Guatemala ont également annoncé la fermeture partielle de leurs frontières. Sur le continent africain, le Ghana interdira à partir de mardi l'entrée sur son territoire à toute personne s'étant rendue dans un pays contaminé. Enfin, l'Afrique du sud refuse désormais « tous les ressortissants étrangers ayant visité des pays à haut risque », a indiqué le président sud-africain Cyril Ramaphosa. « Restez à la maison » : l'affiche qui demande aux Français de ne plus sortir Qu'en est-il en France ? La France a déjà annoncé qu'elle allait renforcer les contrôles à sa frontière avec l'Allemagne et « limiter les traversées de la frontière au strict nécessaire », a indiqué le ministre de l'Intérieur. L'Elysée s'est toutefois montré prudent sur la question d'une fermeture totale de ses frontières. Lors de son allocution du 12 mars

depuis l'Élysée, Emmanuel Macron avait appelé à éviter « le repli nationaliste ». « Nous aurons sans doute des mesures de contrôle, des fermetures de frontières à prendre, mais il faudra les prendre quand elles seront pertinentes et il faudra les prendre à l'échelle européenne, car c'est à cette échelle-là que nous avons construit nos libertés et nos protections », avait-il encore souligné. Privilégiant l'approche pro-européenne donc, l'Elysée a fait savoir lundi que des mesures seront « finalisées et annoncées dans les prochaines heures » sur les frontières extérieures de l'Union européenne pour lutter contre le coronavirus. Fermer les frontières, une mesure efficace ? Invité d'Europe 1 vendredi, le ministre de la Santé Olivier Véran avait assuré que la fermeture des frontières était une réponse qui « scientifiquement n'avait pas d'intérêt ». Un avis partagé par Jeanne Brugère-Picoux, membre de l'Académie nationale de médecine, contactée par Le Parisien. « Fermer les frontières est une mesure barrière efficace lorsque la menace est encore lointaine. Aujourd'hui, il est trop tard puisque le virus se trouve de chaque côté de la frontière ». Isoler le pays permettra bien « de limiter davantage les mouvements de populations », mais cela aurait dû « être décidé bien en amont », estime encore la spécialiste des maladies infectieuses. Quel enjeu politique ? Si la décision d'un éventuel contrôle des frontières reste un enjeu de santé publique, elle s'inscrit également dans un débat politique. « Fermer les frontières n'est pas un raisonnement médical mais bien politique », assure au téléphone Henri Julien, président de la Société Française de Médecines de Catastrophe (SFMC). « C'est une décision symbolique pour tenter de montrer que l'Etat réagit, et pour calmer possiblement les angoisses de la population », insiste le médecin. En France, la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen a demandé dimanche au président de « procéder à la fermeture des frontières avec les pays les plus touchés ». « Une mesure qui n'a aucun sens, médicalement », insiste Henri Julien.



La liste des pays européens fermant leurs frontières s'allonge de jour en jour.
La liste des pays européens fermant leurs frontières s'allonge de jour en jour.

SCOTT OLSON/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/AFP

par Marie Campistron



PHOTOS Personne n'entre en Sarre, sauf exception

Depuis ce lundi matin, l'Allemagne ferme progressivement ses frontières à toutes les personnes qui ont transité par la France, à l'exception des

travailleurs frontaliers, sur justificatif, et des transporteurs. Plusieurs points de contrôle ont été organisés à la Brême d'Or sur l'autoroute et après Spicheren. Pour les plus petites frontières, la police allemande assure qu'elle sera suffisamment organisée pour les contrôler également dans les jours à venir.

|| Vu 60 fois

Edition Forbach

Coronavirus

Galerie Photo

Forbach

Spicheren



<https://cdn-s-www.republicain-lorrain.fr/images/B8E32DF8-C65C-4D5A-A66D-99A7222303BE/FB1200/photo-1584364753.jpg>



Coronavirus: le Luxembourg réfléchit à héberger ses frontaliers

Luxembourg, 16 mars 2020 (AFP) - Le Luxembourg va proposer à ses travailleurs frontaliers du secteur de la santé de loger dans le pays durant la crise du coronavirus, face à la fermeture des frontières en Allemagne et éventuellement dans d'autres pays voisins, a annoncé lundi sa ministre de la Santé.

"Tous les hôtels qui sont vides actuellement, nous sommes en train de les mobiliser et aujourd'hui, nous allons offrir aux professionnels du secteur de la santé qui le souhaitent de venir occuper les chambres avec leur famille", a expliqué la ministre, Paulette Lenert.

Les travailleurs frontaliers représentent 46% de la main d'oeuvre salariée dans ce petit pays, dont 106.000 en provenance du Grand Est.

"Dans le seul secteur des soins, nous avons 62% de navetteurs frontaliers et ce n'est pas rien", a souligné Mme Lenert.

"Toute notre économie, tout notre secteur de la santé risque de s'écrouler avec l'absence des frontaliers donc il faut tout faire pour qu'ils puissent venir travailler", a-t-elle ajouté.

Le Luxembourg compte 7.389 chambres dans les hôtels, auberges et pensions du pays selon les données de l'Institut national de statistiques (Statec).

En outre, des crèches spéciales ont été mises en place près des hôpitaux du pays où sont actuellement traités 81 patients confirmés. A ce jour un seul décès lié au coronavirus a été recensé au Grand-Duché.

Le Luxembourg figure souvent en tête des statistiques en matière de PIB par habitant et son salaire minimum est le plus élevé de l'Union européenne avec 2.570,39 euros pour les travailleurs qualifiés.

Mais les prix des logements sont en constante augmentation. Dans le canton de Luxembourg, le prix moyen d'une maison monte à 1,16 million d'euros environ selon les dernières données de l'Observatoire de l'habitat.

cak/zap/sg ■



L'Europe a du mal à se coordonner face au coronavirus

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, appelle les Etats de l'UE à coordonner leur lutte contre la pandémie de coronavirus.

©AFP

Les États européens réagissent dans le désordre depuis plusieurs jours, un grand nombre d'entre eux fermant leurs frontières au risque de causer une pénurie de matériel médical et de mettre en danger le marché intérieur. Depuis plusieurs jours, en Europe c'est chacun pour soi. Les États de l'Union européenne réagissent dans le désordre face à la pandémie de coronavirus, alors que les autorités européennes ont du mal à instaurer une coordination. Plusieurs pays ont imposé des restrictions à leurs frontières, menaçant le marché intérieur et l'approvisionnement en équipements médicaux des zones les plus touchées. "La fermeture des frontières n'est pas la meilleure façon de contrer l'épidémie." Partager sur Twitter - Eric Mamer - Porte-parole de la Commission européenne - En quelques jours, l'Autriche, la Hongrie et la Slovaquie ont instauré des contrôles à leur frontière avec l'Italie. L'Espagne, l'Estonie, la République tchèque et la Slovaquie ont fermé totalement leurs frontières. L'Allemagne, effectuant un revirement majeur, a fermé ses frontières avec la France, l'Autriche, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse. Seuls les travailleurs transfrontaliers et les marchandises sont autorisés à circuler. Impuissante, la Commission européenne doutait, lundi, de l'efficacité de ces mesures. "La fermeture des frontières n'est pas la meilleure façon de contrer l'épidémie", a résumé Eric Mamer, le porte-parole de la Commission. L'Europe est devenue l'épicentre de la pandémie. On dénombre ce 16 mars 51.771 cas d'infection, dont près de la moitié en Italie (23.980), et 2.316 morts. L'UE anticipe désormais une récession entre 2 et 2,5% du PIB. Des mesures aux frontières de l'UE - Le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil européen Charles Michel se sont entretenus lundi pour tenter de mettre fin à cette cacophonie. - Le président Macron a annoncé des mesures aux frontières de l'UE "dans les prochaines heures", tout en appelant les États à se coordonner et en condamnant les mesures unilatérales prises aux frontières. - Charles Michel a convoqué une réunion des Vingt-sept par vidéoconférence ce mardi à 17h. - Risque de pénurie d'équipements - Dimanche, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, annonçait des mesures pour restreindre les exportations d'équipement médical (masques, kits de tests, respirateurs...) hors des frontières de l'UE afin d'éviter une pénurie en Europe. Les États européens devront mettre en place un régime d'autorisation des exportations hors de l'Europe. - La Commission européenne invitait également les États européens à partager entre eux leurs équipements médicaux. - Ursula von der Leyen insistait pour que les gouvernements européens n'agissent pas unilatéralement, estimant que la fermeture de frontières intérieures de l'UE est néfaste. - Selon la Commission européenne, le rétablissement des contrôles aux frontières risque de compliquer les chaînes de distribution et l'approvisionnement en biens de consommation. - Le président du Parlement européen Davide Sassoli lançait, lui aussi, le même avertissement. "Les États membres ne doivent pas ré-

agir unilatéralement, nous avons besoin d'une coordination renforcée", a-t-il averti. -**- Achats groupés -** - La Commission européenne a lancé lundi deux nouveaux appels d'offres avec plusieurs États européens pour commander des ventilateurs et des kits de dépistage. Ils s'ajoutent à un premier appel d'offres lancé en février pour des équipements médicaux. L'exécutif européen se révèle toutefois incapable de dire dans quel délai des achats groupés seraient réalisés. -** - 1 million de masques -** - Après avoir, dans un premier temps, restreint ses exportations d'équipement médical, l'Allemagne a finalement promis à l'Italie de lui livrer un million de masques. -** - Après avoir, dans un premier temps, restreint ses exportations d'équipement médical, l'Allemagne a finalement promis à l'Italie de lui livrer un million de masques. Entre-temps, la Chine a livré des milliers de masques à l'Italie. -** -



<https://images.lecho.be/view?iid=Elvis:3Sc6LyCMKDw895f6l5bKof&context=ON-LINE&ratio=16/9&width=1024&u=1584367205000>



Vu d'Allemagne. Les frontières se ferment et sonnent la fin de l'illusion européenne

Après avoir jugé inappropriée la fermeture des frontières pour lutter contre la propagation du virus, le gouvernement Merkel a décidé, le 15 mars, d'adopter largement cette mesure envers la France, la Suisse et l'Autriche. Un revirement qui suscite espoir et inquiétude en Allemagne.

L'Allemagne passe à l'heure de la pandémie et introduit, ce lundi 16 mars, de nouvelles mesures qui vont "modifier fondamentalement le système de fonctionnement de la société", pointe la Süddeutsche Zeitung. Parmi ces mesures, le contrôle aux frontières décrété la veille – une mesure que le quotidien de Munich qualifie de "juste, si le critère déterminant pour en juger est de faire tout ce qui est pensable – et même, en raison des circonstances exceptionnelles, tout ce qui était jusqu'ici impensable". Néanmoins, force est de constater que

"chaque pays devient plus ou moins son propre laboratoire" de lutte contre la pandémie et que "l'Europe se transforme en une multitude de petits Wuhan".

"Irritations françaises"

Si le quotidien de Munich se résigne par nécessité à la fermeture de 450 km de frontière allemande au trafic frontalier (lié au tourisme de la consommation, non au travail) avec la France et la région Grand Est, "noyau de l'intégration européenne", la Berliner Zeitung ne fait pas de sentiment : "L'Allemagne ne doit pas commettre la même erreur que l'Espagne [et perdre du temps à tergiverser]. Il ne faut pas attendre. C'est aujourd'hui qu'il faut tout fermer, pas demain", estime le quotidien berlinois.

De son côté, la Frankfurter Allgemeine Zeitung pointe les "irritations françaises" suscitées par cette mesure décrétée sans concertation et souligne que le traité d'amitié d'Aix-la-Chapelle, signé il y a un peu plus d'un an par Emmanuel Macron et Angela Merkel, fait déjà figure de "vestige d'un autre temps".

Des États-nations qui protègent ?

Ce revirement fait surtout se poser une question : "Où est l'Europe qui protège ?" interroge Die Zeit.

"Le virus est dangereux. [...] Il s'est répandu en Europe, il faut donc donner des réponses européennes. Or il n'y en a pas", déplore l'hebdomadaire de Hambourg. Nombreux sont les chefs d'État et de gouvernement de l'Union qui ont invoqué "l'Europe" – mais en réalité, ils ont tous misé sur des solutions nationales, rappelle-t-il, dans une référence explicite au refus de l'Allemagne ou de la France de mettre à disposition du matériel de santé ou des masques. Certes, ajoute Die Zeit, les dirigeants politiques sont responsables devant les populations qui les élisent, mais a-t-on oublié que les citoyens européens ont voté

massivement, le 26 mai dernier, pour cette “Europe qui protège” dont Emmanuel Macron parlait tant et que le chancelier autrichien Sebastian Kurz a si habilement reprise à son compte” ? Pour Die Zeit, une chose est sûre : actuellement, “les fermetures de frontières suggèrent que ce n’est pas l’Europe, mais que ce sont les États-nations qui protègent.” Reste à savoir quelle sera l’efficacité de ce morcellement des États membres dans les pratiques de lutte contre le coronavirus.

Pandémie. L’Europe, nouvel épicode du coronavirus, pourrait être plus durement touchée que la Chine. Coronavirus en Europe : les mesures de confinement se renforcent de pays en pays

Pandémie. Coronavirus: après l’Italie, la France et l’Espagne prennent à leur tour des mesures drastiques



https://www.courrierinternational.com/sites/ci_master/files/styles/image_original_765/public/assets/images/rts368rq.jpg?itok=aGO-7F9P

par Danièle Renon



Coronavirus : cette infirmière frontalière de Moselle alerte sur ses conditions de travail

Chloé, infirmière au Luxembourg originaire de Moselle, rencontre beaucoup de difficultés à prendre en charge tous ses patients à cause de la congestion du trafic à la frontière.

Le personnel soignant est fortement mobilisé en raison de l'épidémie de coronavirus qui frappe la France et ses voisins, en particulier dans le Grand Est.

Nos voisins du Luxembourg sont également de plus en plus touchés : le pays d'à peine plus de 600 000 habitants compte 81 cas avérés sur son territoire. Un homme de 94 ans est décédé. Les infirmiers et aides-soignants travaillant au Grand-Duché connaissent une activité de plus en plus soutenue.

Chloé, une infirmière originaire de Moselle et travaillant au Luxembourg, a témoigné pour Lorraine Actu des difficultés qu'elle rencontre au quotidien.



https://static.actu.fr/uploads/2019/11/AdobeStock_158992659-854x575.jpeg



Coronavirus: de plus en plus de pays ferment leurs frontières (carte)

Alors que l'Europe a été déclarée "nouvel épicode" de l'épidémie par l'OMS, de plus en plus de pays à travers le monde font le choix de fermer leurs frontières aux personnes provenant des régions les plus sévèrement touchées par le virus. D'autres États ont été encore plus loin en interdisant totalement l'entrée d'étrangers sur leur territoire, quel que soit le pays d'origine.***-En Europe, certains pays comme la République Tchèque, la Serbie, le Danemark ou encore la Pologne ont annoncé ces derniers jours la fermeture totale de leurs frontières, dans l'espoir d'endiguer l'épidémie de coronavirus qui sévit à travers le monde et a occasionné le décès de plus de 6500 personnes depuis décembre 2019. Depuis ce lundi matin, l'Allemagne a quant à elle instauré un contrôle aux frontières. Les véhicules venant de France, d'Autriche, de Suisse, du Danemark et du Luxembourg sont systématiquement contrôlés et seuls les transports de marchandises et les travailleurs transfrontaliers sont autorisés à rentrer dans le pays, les frontières sont fermées pour les autres automobilistes.***-Dans le reste du monde, de nombreux pays comme l'Inde, la Turquie ou l'Afrique du Sud, ont également fait le choix de fermer l'accès à leur territoire pour les personnes provenant des zones les plus touchées par le virus, comme la France, l'Italie, la Chine ou encore l'Espagne. D'autres États tels que l'Argentine et le Pérou ont quant à eux suivi l'exemple de certains de leurs homologues européens en prenant la décision d'interdire totalement l'accès à leur territoire aux étrangers.***-Donald Trump avait pour sa part annoncé dès la semaine dernière que les États-Unis seront inaccessibles pour les Européens durant une période 30 jours.***-



Coronavirus : peut-on acheter des cigarettes et faire le plein d'essence au Luxembourg ?

En raison du coronavirus, l'Allemagne a décidé de fermer ses frontières avec la France. Celles du Luxembourg ne sont pour le moment pas encore closes. Mais qu'en est-il vraiment?

L'épidémie de coronavirus a conduit plusieurs pays à prendre des mesures radicales pour tenter de limiter au maximum la propagation de la maladie. L'Allemagne a par exemple fermé ses frontières avec la France ainsi que les autres pays voisins. Des contrôles sont appliqués et seuls les travailleurs frontaliers et les transporteurs de marchandises seront autorisés à passer.

En Lorraine, la question se pose bien évidemment pour le Luxembourg. De très nombreux résidents vont faire leur plein de carburant et vont acheter des cigarettes de l'autre côté de la frontière. La dégringolade récente des prix de l'essence et du diesel a formé d'énormes files d'attente à la frontière. Mais qu'en est-il à ce jour?



https://static.actu.fr/marque/logo/actu-fr_h60.png



<https://static.actu.fr/uploads/2020/03/station-dudelange.jpg>

par Antony Speciale

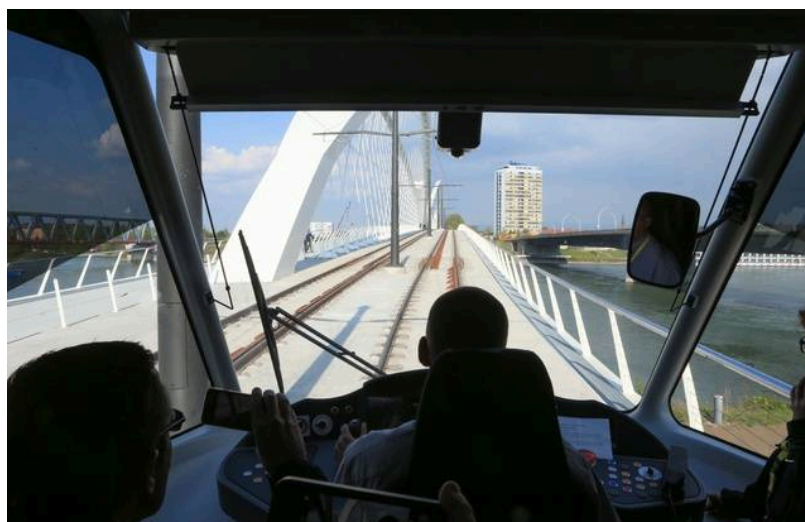


Coronavirus à Strasbourg : Le tram vers l'Allemagne s'arrête à la frontière

TRANSPORTS Les trois arrêts de la ville-frontière Kehl ne sont plus desservis

Contrôles renforcés, piétons refoulés, automobilistes qui font demi-tour. La traversée des frontières entre la France et l'Allemagne est réduite au strict nécessaire, et surtout aux travailleurs frontaliers, depuis ce matin. Les transports en commun n'ont pas échappé à cette règle. La compagnie des transports strasbourgeois (CTS) l'a annoncé ce lundi matin : il n'est plus possible de se rendre en tram à Kehl, la ville allemande de l'autre côté du Rhin.

« Dans le contexte du plan de lutte contre la diffusion du Covid-19, la CTS n'est plus autorisée à desservir le territoire allemand », écrit-elle dans un communiqué. Conséquence, le tram D s'arrêtera désormais à l'arrêt Port du Rhin.



https://img.20mn.fr/_cfriH_WSOmvOIGD-pH6Hw/640x410_inauguration-tram-trans-frontalier-entre-strasbourg-kehl-allemande-28-avril-2017.jpg



Le Pont de l'Europe, nouveau symbole du contrôle de la frontière franco-allemande

Il était le symbole d'une frontière ouverte entre une France et une Allemagne réconciliées. Lundi à 08H00, le Pont de l'Europe, entre Strasbourg et la ville allemande de Kehl, est devenu celui d'une frontière strictement contrôlée pour tenter de contenir la crise du coronavirus et ses effets collatéraux.

PATRICK HERTZOG - AFP

Il était le symbole d'une frontière ouverte entre une France et une Allemagne réconciliées. Lundi à 08H00, le Pont de l'Europe, entre Strasbourg et la ville allemande de Kehl, est devenu celui d'une frontière strictement contrôlée pour tenter de contenir la crise du coronavirus et ses effets collatéraux.

A l'heure dite, la police allemande a entamé le contrôle des automobilistes, des piétons et des cyclistes à l'entrée de Kehl, la ville frontière allemande située face à Strasbourg, sur l'autre rive du Rhin.

Plusieurs automobilistes venant de France ont commencé à être refoulés par les policiers allemands alors que Paris et Berlin ont annoncé dimanche la réduction au "strict nécessaire" des traversées de la frontières entre les deux pays.

La circulation, fluide pour un lundi matin, s'est très vite densifiée avec la formation de premiers bouchons.

Vêtus de chasubles fluorescentes barrées du mot "Polizei", porteurs de gants en latex bleu et d'un petit panneau stop rouge, les policiers demandent à chaque automobiliste la raison de son entrée en Allemagne.

Les transports de marchandises et les travailleurs frontaliers passent sans encombre. "Vous allez travailler ?", interroge un policier. "Oui, chez McDonalds, c'est OK ?", répond une automobiliste immédiatement autorisée à poursuivre sa route.

- "Fermeture générale" -

En revanche, ceux qui invoquent d'autres motifs comme leur intention d'acheter des cigarettes ou du carburant, moins chers en Allemagne, sont refoulés.

Un policier s'empare de leurs papiers d'identité et ne leur rend que lorsqu'ils ont fait demi-tour, le tout devant les objectifs de nombreux journalistes.

"Vous allez faire des achats ? Alors vous devez faire demi-tour s'il vous plaît parce que vous n'avez pas de raison professionnelle (de traverser la frontière, ouverte seulement) pour les travailleurs et les marchandises", lance le policier

à une automobiliste alsacienne. "C'est une fermeture générale de la frontière", insiste-t-il.

Sur son scooter, Gilbert Tordjman, un Strasbourgeois venu "prendre de l'essence et acheter deux-trois trucs", doit lui aussi rebrousser chemin. A Kehl, "on est un peu chez nous et ils sont aussi un peu chez nous" à Strasbourg, mais "aujourd'hui, ça n'est plus le cas, c'est dommage", dit-il.

La ligne de tramway qui rejoint habituellement le centre de Kehl depuis Strasbourg, franchissant le Rhin sans la moindre indication du passage de la frontière, a depuis 08H00 son terminus sur la rive française.

Quant aux piétons et aux cyclistes qui voudraient franchir la Passerelle des Deux Rives, entre des parcs situés de part et d'autre du Rhin, ils sont priés de faire demi-tour par des policiers qui interdisent totalement le passage. Le seul point de franchissement du Rhin est désormais le Pont de l'Europe.

- Eviter les "achats de masse" -

Sur la rive française, des policiers français ont également été déployés pour avertir de ces contrôles et inviter ceux qui pourraient être refoulés quelques centaines de mètres plus loin à faire demi-tour sans plus attendre.

"Des contrôles sont effectués ce jour (15/03/20) par la Police Allemande entre @Strasbourg & #Kehl et cela jusqu'à 18H. Ces contrôles reprendront demain 16/03 dès 6h30. Il vous est demandé d'éviter le secteur sauf si vous résidez côté allemand ou si vous y travaillez #covid_19", a twitté la police nationale du Bas-Rhin dans une "breaking news".

L'une des raisons invoquées dimanche par les autorités allemandes pour justifier ces contrôles encore renforcés, outre l'épidémie, est d'éviter que les citoyens des pays frontaliers ne viennent réaliser des achats de masse dans les magasins allemands et y vider les rayons, un phénomène déjà constaté dans le passé.

La mesure a été décidée par le gouvernement fédéral de la chancelière Angela Merkel et les dirigeants de trois Etats régionaux frontaliers allemands, le Bade-Wurtemberg, la Bavière et la Sarre.



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2020/03/f0c44268906f82b56ee1301d38461ec94ef9072b.jpg>



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2020/03/b6c6d6b19eb7b512c29fccdbcde4df1102a8aed.jpg>



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2020/03/8468bf5fc84809dcc6d0d8edff367bbbb4b2eb93.jpg>



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2020/03/8349118540e6c5f0ec18d261088960290c5c67a0.jpg>



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2020/03/05b6355d0dcc7288d8a50fe39927de9c997d87cd.jpg>



<https://www.sudradio.fr/wp-content/plugins/sudradio-backend/img/logo.jpg>

par Patrick Hertzog



Virus: les marchés chutent, les frontières se ferment (PAPIER GENERAL, ACTUALISATION), Prev

par Laurence Chabert Avec Les Bureaux De L'afp Dans Le Monde

ajoute chute des marchés boursiers, anticipation d'une récession dans l'UE en 2020, mise en oeuvre de la fermeture partielle de la frontière allemande, aggravation de la situation en France, appel de Rome à une coordination européenne, nouvelles images

Paris, 16 mars 2020 (AFP) - Les marchés boursiers européens ont ouvert en chute libre lundi malgré l'offensive des banques centrales du monde entier face au choc de la pandémie de Covid-19 dont le bilan, principalement en Europe, s'aggrave de façon exponentielle, poussant les Etats à confiner leurs populations et à fermer leurs frontières.

La Réserve fédérale américaine (Fed) a brutalement baissé ses taux d'intérêt à zéro dimanche, tout en participant à une action mondiale concertée des banques centrales pour approvisionner le monde en liquidités. La Fed a ainsi annoncé l'achat de 500 milliards de dollars de bons du Trésor et de 200 milliards de dollars de titres hypothécaires pour soutenir les marchés.

Mais ces annonces n'ont pas suffi à rassurer et les Bourses ont plongé à l'ouverture en Europe, après avoir piqué du nez en Asie-Pacifique (-9,7% à Sydney, une chute historique). Les marchés sont tétanisés par les craintes d'une récession face à une épidémie qui semble ralentir dans son berceau asiatique mais se propage sur les autres continents.

Et ce alors que les conséquences économiques du coronavirus s'annoncent de plus en plus catastrophiques. L'Union européenne anticipe une récession en 2020 "de 2 à 2,5%", a annoncé lundi le commissaire européen chargé du Marché intérieur Thierry Breton.

La Chine a fait état lundi du premier recul de sa production industrielle en près de 30 ans et d'un effondrement des ventes de détail.

Le numéro un mondial du tourisme, l'allemand TUI, a suspendu la majeure partie de ses activités comme les voyages à forfait et les croisières. IAG, la maison-mère de British Airways, prévoit une réduction de sa capacité de vols d'"au moins 75%" en avril et mai" et Easyjet avertit d'un possible "maintien au sol de la majorité de ses avions".

Le nombre de cas de Covid-19 recensés dans le monde s'établissait dimanche à 17H00 GMT à 159.844 cas recensés dans le monde, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles.

- L'Allemagne se ferme -

La maladie a tué 6.420 personnes dans le monde, dont plus de 2.291 en Europe,

devenue "l'épicentre" de la pandémie selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et l'Italie et l'Espagne, où les contaminations explosent, sont particulièrement touchées.

Il y a désormais plus de décès recensés ailleurs dans le monde (3.221) qu'en Chine (3.199). Point de départ de l'épidémie et pays le plus frappé, la Chine semble avoir enrayé la propagation du virus avec seulement 16 nouveaux cas lundi, dont 12 importés de l'étranger.

De nombreux pays cherchent à se protéger en s'isolant toujours plus, jusqu'à l'intérieur de l'Union européenne, mettant à mal le principe européen de libre circulation.

L'Allemagne a mis en oeuvre lundi à 07H00 GMT ses contrôles aux frontières avec cinq pays annoncés dimanche --France, Autriche, Suisse, Danemark, Luxembourg. Des policiers allemands ne laissaient passer que les transports de marchandises et les travailleurs transfrontaliers.

La Russie, la République tchèque, l'Argentine, la Colombie ou encore le Guatemala ont eux aussi annoncé dimanche la fermeture totale ou partielle de leurs frontières.

Pays le plus touché en Europe par la pandémie, l'Italie a enregistré dimanche un nombre record de 368 nouveaux décès en 24 heures, qui porte le nombre des morts à 1.809.

Le Premier ministre italien Giuseppe Conte a appelé à "une coordination européenne" dans les domaines de la santé et de l'économie pour affronter le coronavirus, avertissant que son pays n'avait pas "encore atteint le pic" de contagions. "Le moment est arrivé de faire des choix courageux et l'Italie peut offrir une contribution significative, en tant que pays qui a connu en premier une diffusion aussi large du virus", dit-il dans un entretien lundi au quotidien Il Corriere della.

- Sommet du G7 par visioconférence -

M. Conte doit participer lundi à un sommet extraordinaire du G7 par visioconférence pour coordonner la lutte contre le coronavirus dans les domaines sanitaire, économique, financier et de la recherche.

Deuxième pays le plus touché d'Europe, l'Espagne a confiné sa population et décrété l'état d'alerte pour 15 jours.

En France (127 morts et 5.423 cas avec plus de 400 personnes hospitalisées en état grave), la situation "est très inquiétante" et "se détériore très vite", averti lundi le directeur général de la Santé Jérôme Salomon, "le nombre de cas double tous les jours".

Le pays a fermé depuis dimanche restaurants, bars, discothèques, cinémas, écoles et universités mais maintenu ses élections municipales avec une participation qui s'est effondrée.

L'Autriche (602 cas samedi) a interdit les rassemblements de plus de cinq per-

sonnes et limité les déplacements au strict nécessaire.

Les Pays-Bas et le Luxembourg ont également ordonné dimanche la fermeture des lieux et commerces accueillant du public et l'Irlande celle des pubs.

Aux Pays-Bas, le gouvernement a ordonné la fermeture des écoles, bars, maisons closes, et aussi celle des coffee shops, devant lesquels de longues files d'attente s'étaient formées après l'annonce, les clients voulant assurer leur approvisionnement en marijuana.

L'état d'urgence a été décrété en Serbie pour une période indéterminée, et l'armée va être mobilisée pour contribuer à la lutte contre la pandémie. Le Pérou, la Bolivie et l'Equateur ont eux aussi imposé de sévères restrictions de mouvements à leur population.

Les six monarchies arabes du Golfe, qui ont suspendu leurs liaisons aériennes et comptent 1.000 cas, notamment au Qatar) ont enregistré leur premier décès lié au coronavirus, à Bahreïn.

La population libanaise doit rester confinée chez elle deux semaines et l'aéroport international de Beyrouth fermera à partir de mercredi jusqu'à fin mars.

L'Iran, troisième pays le plus touché au monde, a annoncé 113 décès supplémentaires (724 morts au total, 13.938 cas). Les autorités ont demandé aux habitants d'"annuler tous leurs voyages et de rester chez eux" et ont fermé le coeur du sanctuaire chiite de Machhad.

Le Maroc a suspendu tous les vols internationaux mais des avions spéciaux ont été autorisés pour rapatrier les touristes européens bloqués.

Aux Etats-Unis, où les nouveaux contrôles pour les Américains rentrant d'Europe ont provoqué le chaos dans les aéroports, les villes de New York et Los Angeles ont ordonné à leur tour la fermeture des bars, restaurants et boîtes de nuit. A Las Vegas, MGM a fermé ses 13 hôtels et casinos.

Le Chili, imité par le Pérou, a fermé ses ports aux navires de croisière, après la mise en quarantaine de deux d'entre eux avec environ 1.300 personnes à bord.

Un autre navire, avec 3.700 personnes, est en quarantaine en Nouvelle-Zélande qui a également interdit toute escale aux bateaux de croisière jusqu'au 30 juin.

burs/lch/lb ■



L'Allemagne met en oeuvre sa fermeture partielle des frontières

Changement de dateline

Bad Reichenhall (Allemagne), 16 mars 2020 (AFP) - La police allemande a entamé lundi matin ses contrôles aux frontières avec cinq pays, notamment la France, qui restreint fortement les entrées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de coronavirus.

A partir de 08H00 locale (07h00 GMT), les véhicules venant de France, d'Autriche, de Suisse, du Danemark et du Luxembourg, ont commencé à être contrôlés par les policiers allemands, qui ne laissent passer que le transport de marchandise et les travailleurs transfrontaliers et ont pour consigne de refouler les autres voyageurs.

A la frontière entre l'Allemagne et l'Autriche, les automobilistes étaient systématiquement arrêtés et interrogés par les policiers, tandis qu'une dizaine de voitures ont déjà été refusées à 8h30 heure locale (7h30 GMT), selon un photographe de l'AFP.

Dans la région allemande frontalière de l'Autriche, la Bavière, les autorités ont l'intention de décréter une "situation de catastrophe" afin de pouvoir mobiliser des moyens supplémentaires, comme le recours à l'armée dans les hôpitaux par exemple.

A la frontière allemande, plusieurs automobilistes venant de France ont eux aussi été refoulés, a également constaté l'AFP.

Berlin a annoncé dimanche sa décision de fermer partiellement ses frontières avec cinq pays voisins, afin de contenir l'épidémie de coronavirus, alors que le bilan de l'épidémie en l'Allemagne s'élevait dimanche 4.838 cas et 12 morts.

Seuls les citoyens allemands qui ne présentent pas de symptôme de la maladie, les travailleurs transfrontaliers et les étrangers disposant d'un permis de résidence peuvent désormais entrer dans le pays, a précisé le ministre de l'intérieur Hans Spöcker.

Concernant la France, il a expliqué avoir pris sa décision sur la limitation des entrées en provenance de France après que les régions d'Alsace et de Lorraine ont été classées comme zones à risque par l'autorité de référence en Allemagne pour la lutte contre les épidémies, l'Institut Robert Koch.

Berlin veut aussi éviter que les résidents français des régions frontalières, face aux mesures de restrictions prises dans leur pays, viennent réaliser des achats de masse dans les magasins allemands et y vider les rayons.

En parallèle, la France a aussi annoncé un renforcement des contrôles à sa frontière avec l'Allemagne et "limiter les traversées de la frontière au strict nécessaire", selon le ministère de l'Intérieur.

L'inquiétude et les restrictions ne cessent de croître en Allemagne face au virus.

Toutes les îles de la Mer du Nord et de la Mer Baltique, Sylt, Amrum, Rügen ou Usedom, ont annoncé leur fermeture aux touristes pour limiter les risques de propagation.

fcz/ylf/lb ■



Coronavirus : l'Allemagne a partiellement fermé ses frontières

La France a elle annoncé renforcer les contrôles à sa frontière avec l'Allemagne.

La police allemande a entamé lundi matin 16 mars ses contrôles aux frontières avec cinq pays, notamment la France, qui restreint fortement les entrées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de coronavirus.

» **LIRE AUSSI - EN DIRECT** - Coronavirus: la situation est «très inquiétante» et «se détériore très vite», alerte Jérôme Salomon

A partir de 08h00 locale, les véhicules venant de France, d'Autriche, de Suisse, du Danemark et du Luxembourg, ont commencé à être contrôlés par les policiers allemands, qui ne laissent passer que le transport de marchandise et les travailleurs transfrontaliers et ont pour consigne de refouler les autres voyageurs.

Dans la région allemande frontalière de l'Autriche, la Bavière, les autorités ont l'intention de décréter une «situation de catastrophe» afin de pouvoir mobiliser des moyens supplémentaires, comme le recours à l'armée dans les hôpitaux par exemple.

En parallèle, la France a aussi annoncé une mesure similaire: elle va renforcer les contrôles à sa frontière avec l'Allemagne et «limiter les traversées de la frontière au strict nécessaire», selon le ministère de l'Intérieur. Tant les autorités françaises qu'allemandes ont insisté sur le fait qu'il ne s'agissait «pas d'une fermeture» complète et que la décision avait été «concertée» entre les deux pays.

» **À voir aussi – Coronavirus: les contrôles frontaliers commencent entre la France et l'Allemagne**



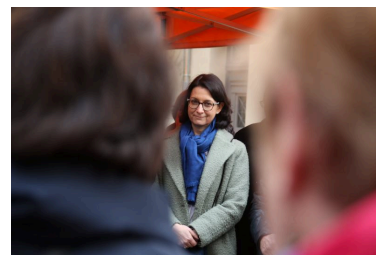
57F – OUVERTURE 57F

LA PHRASE

« Un frontalier qui ne peut se rendre au Luxembourg verra la totalité de son salaire maintenue »

Un accord vient d'être trouvé entre les gouvernements français, luxembourgeois et allemand qui permet aux frontaliers, le temps que durera la crise sanitaire du coronavirus, de bénéficier des mêmes droits que les résidents, à savoir : le télétravail au-delà du seuil des 25 % pour tout ce qui est droits sociaux, le chômage partiel ou le congé exceptionnel pour garder sa progéniture en raison de la fermeture des établisse-

ments scolaires. ■



Isabelle Rauch, députée de Moselle en charge de la question des frontaliers. Photo RL/Pierre HECKLER Photo : Le Républicain Lorrain



"FERMETURE" PARTIELLE OU CONTRÔLES RENFORCÉS ? LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE DIVERGENT SUR LA TERMI

La France et l'Allemagne vont restreindre au "strict nécessaire" les traversées de leur frontière commune

"Fermeture" partielle ou contrôles renforcés ? La France et l'Allemagne divergent sur la terminologie mais se rejoignent sur le résultat : les deux pays s'approprient aujourd'hui à restreindre au "strict nécessaire" les traversées de leur frontière commune, pour endiguer la propagation du coronavirus.

C'est d'abord l'Allemagne qui a laissé fuiter l'information dimanche dans le quotidien "Bild" : la frontière sera fermée à compter de ce lundi 08h00, sauf pour les salariés vivant de part et d'autre ainsi que pour les transporteurs de marchandise. Façon de rassurer l'opinion publique outre-Rhin ? Une des raisons invoquées par les autorités allemandes, outre le contrôle de l'épidémie, est d'éviter que les citoyens des pays frontaliers ne viennent réaliser des achats de masse dans les magasins allemands et y voler les rayons, un phénomène déjà constaté dans le passé.

La mesure a été décidée par le gouvernement fédéral de la chancelière Angela MERKEL et les dirigeants des trois Etats régionaux allemands concernés, le Bade-Wurtemberg, la Bavière et la Sarre. Elle ne concerne pas à ce stade les autres pays frontaliers de l'Allemagne, jugés moins problématiques concernant la propagation du virus. Parmi ces autres pays, la Pologne, la République tchèque ou le Danemark ont toutefois déjà fermé leurs frontières avec leurs voisins ou introduit de fortes restrictions.

En France, où le stade 3 de l'épidémie a été annoncé samedi, ces restrictions à la frontière ont été interpré-

tées différemment : "Nous allons limiter les traversées de la frontière au strict nécessaire, en laissant passer les personnes transfrontalières et le transport de marchandises. Mais ce n'est pas une fermeture", a assuré le ministre de l'Intérieur, évoquant un simple renforcement des contrôles.

Cette "réponse coordonnée franco-allemande" est justifiée par le "contexte sanitaire" lié à la propagation du virus, a précisé une source au sein du ministère, rappelant que la France avait déjà rétabli ses contrôles frontaliers depuis 2015 et la crise migratoire. "Ces contrôles Français et allemands ne constituent pas une fermeture de notre frontière commune. Ils ont pour objectif de limiter les échanges non-nécessaires entre nos deux pays afin de limiter la propagation du virus", a encore souligné la Place Beauvau dans un communiqué.

"La mise en œuvre concrète de ces mesures fera l'objet d'une concertation étroite entre les autorités françaises et allemandes", a tenu à souligner l'Intérieur dans son communiqué. En fin de semaine, le président de la République Emmanuel MACRON a proposé à l'Union européenne d'examiner la mise en place de ce type de contrôles frontaliers renforcés autour de l'espace Schengen, voire de fermeture pour des zones jugées à risque.

La BCE fortement critiquée en Italie L'Italie n'a guère goûté l'intervention hier de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine LAGARDE sur les réponses de son organisation à la pandémie de nouveau coronavirus.

De manière voilée, le chef du gouvernement italien Giuseppe CONTE a semblé critiquer la responsable dans la nuit de jeudi à vendredi : "L'UE demande aux Etats membres des mesures fortes pour lutter efficacement contre l'urgence sanitaire. La tâche de la BCE devrait être en particulier non pas de créer des obstacles mais de favoriser ces interventions en créant des conditions financières favorables pour ces derniers."

Mme LAGARDE avait auparavant expliqué qu'elle n'était "pas là pour combler les spreads, ce n'est pas la fonction ou la mission de la BCE". Le "spread" est la différence entre les taux de rendement obligataires de même échéance. Celui entre les taux italien et allemand à dix ans est très surveillé et particulièrement sensible pour l'Italie, dont l'endettement représente environ 130 % de son PIB. Chef de la Ligue (extrême droite), le plus grand parti italien avec près de 30 % d'intentions de vote dans les sondages, Matteo SALVINI a usé d'un langage moins modéré : "Laissez-moi exprimer mon dégoût, mon horreur et ma honte pour ce qui se produit en Europe." "La seule aide concrète venue de l'Europe a été de faire s'écrouler la bourse (...) Hier, les Italiens ont perdu 68 milliards d'euros d'économies", a déclaré le leader souverainiste.

La Bourse de Milan a clôturé jeudi sur la plus importante baisse de son histoire, près de -17 %. En début d'après-midi vendredi, la bourse connaissait toutefois un rebond spectaculaire avec une hausse de plus de 17 %. "Je me bornerai à qualifier ses propos d'"accidents" car je suis un

ministre de la République, sinon j'aurais utilisé un autre mot", avait déclaré de son côté le ministre du développement économique Stefano PATUANELLI, en réagissant aux déclarations de Mme LAGARDE lors d'une émission sur la chaîne de télévision Rete4. "La présidente Lagarde a objectivement commis une erreur", a jugé l'ancien président du Conseil Matteo RENZI, selon des propos rapportés par l'agence AGI. "J'espère que ce n'est qu'une erreur de communication, pas un changement de doctrine par rapport à la direction DRAGHI", le prédécesseur Mme LAGARDE.

De son côté, le quotidien économique italien, "Il Sole-24 Ore", évoque en une "la gaffe" de Christine LAGARDE. La crise du coronavirus, qui a conduit le gouvernement à annoncer cette semaine une enveloppe de 25 milliards d'euros, ébranle fortement la troisième économie européenne.

Etats-Unis : pas de récession économique, selon le secrétaire au Trésor
Le secrétaire américain au Trésor, Steven MNUCHIN, ne prévoit pas de récession de l'économie américaine liée aux conséquences sur l'activité de la pandémie de nouveau coronavirus, prévoyant simplement un "ralentissement", a-t-il dit hier. "Je ne pense pas" que les Etats-Unis sont déjà entrés en récession, a dit M. MNUCHIN, interrogé sur la chaîne Abc. "Nous aurons clairement un ralentissement", a-t-il concédé, prévoyant toutefois que, "plus tard dans l'année, évidemment l'activité économique va reprendre".

Le conseiller commercial de Donald TRUMP, Peter NAVARRO, a quant à lui estimé "que les décisions que nous prendrons la semaine prochaine ou la suivante détermineront si nous devons faire face à un ralentissement significatif ou non", dimanche sur la chaîne Fox Business. Beaucoup d'experts s'accordent à dire que les conséquences de la pandémie du nouveau coronavirus devraient plon-

ger les Etats-Unis dans la récession. Pour Steven MNUCHIN, "la vraie question est de savoir quels outils économiques nous allons utiliser pour nous assurer de passer au travers. Parce que c'est une situation unique. Nous avons une situation où les voyages ont été interrompus". Il a encore indiqué être en discussion avec la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy PELOSI, "au sujet des compagnies aériennes, ce qui est essentiel pour nous, les hôtels, les navires de croisière, plus de prêts aux petites entreprises, plus de liquidités, un certain type de stimulus".

La Chambre des représentants américaine avait approuvé samedi à l'aube, à une large majorité, un train de mesures visant à atténuer l'impact du coronavirus sur l'économie du pays, après plusieurs jours d'âpres discussions entre l'administration Trump et l'opposition démocrate.

M. MNUCHIN a également dit être en discussion avec la Fed, qui tiendra mardi et mercredi son habituel comité monétaire. "Ils ont certains outils. Nous avons certains outils. Certains outils ont été retirés que je vais redemander au Congrès. Et, encore une fois, nous sommes pleinement coordonnés", a-t-il assuré, sans autre précision, alors que Donald TRUMP a de nouveau vivement critiqué la Fed samedi. Il a également dit ne pas savoir quand le site internet développé par Google pour permettre à chaque Américain de déterminer si un test de nouveau coronavirus est nécessaire selon ses symptômes, et trouver l'endroit le plus proche pour le réaliser, sera disponible.

Limitation des exportations de masques et d'autres équipements médicaux de protection

L'Union européenne a annoncé hier qu'elle limitait les exportations de masques et d'autres équipements médicaux de protection, afin de garantir son propre approvisionnement face à la pandémie de nouveau co-

ronavirus. "Nous avons adopté aujourd'hui un système d'autorisation d'exportation pour ces équipements (médicaux, NDLR). Cela veut dire que ces exportations hors de l'Union européenne devront être autorisées par les gouvernements de l'Union européenne", a déclaré la présidente de la Commission européenne Ursula von der LEYEN dans une vidéo postée sur Twitter.

Les dirigeants du G7 se réuniront aujourd'hui pour la première fois par visioconférence

Les dirigeants du G7 se réuniront aujourd'hui pour la première fois par visioconférence, pour un sommet extraordinaire destiné à coordonner leur action contre le coronavirus sur les volets sanitaire, économique, financier et de recherche, a annoncé vendredi l'Elysée. Cette visioconférence a été organisée à l'initiative du chef de l'Etat Emmanuel MACRON, qui a appelé vendredi son homologue américain Donald TRUMP dont le pays préside le G7 cette année, ainsi que les autres dirigeants du groupe, qui "tous ont donné leur accord", a précisé l'Elysée.

Au cours de ce sommet extraordinaire, "nous coordonnerons nos efforts sur le vaccin et les traitements, et travaillerons à une réponse économique et financière", a indiqué M. MACRON dans un tweet.

Pour l'Elysée, "la coopération internationale est essentielle pour faire face à cette crise et à ses conséquences, en particulier économiques". Déjà, mardi dernier, les dirigeants des 27 pays de l'UE se sont réunis par visioconférence, pour la première fois dans l'histoire de l'Union.

Dans son appel à Donald TRUMP, M. MACRON a souligné qu'il souhaitait que "tout se passe bien pour les Français aux Etats-Unis", après la décision du président américain d'interdire l'accès du sol américain aux voyageurs en provenance de l'UE. Il n'a pas refait de commentaire sur

cette décision, estimant qu'il y avait déjà eu une réaction européenne pour la condamner, selon l'Elysée.

"Le coronavirus est une crise mondiale, qui n'est pas limitée à un continent et qui requiert de la coopération plutôt qu'une action unilatérale", a ainsi déclaré jeudi la présidente de la

Commission européenne.

Le commissaire européen chargé du Marché intérieur Thierry BRETON a estimé vendredi qu'il faudrait "aller plus loin" au lendemain de la salve d'annonces de la Banque centrale européenne pour contrer le choc économique de l'épidémie de coronavi-

rus. "Le jour où nous annonçons ces mesures, vivre le pire krach boursier depuis qu'on relève les indices, c'est sans doute le signe qu'il va falloir aller plus loin", a indiqué sur RTL l'ancien ministre français de l'Economie.

■



La fermeture des frontières n'arrête pas le virus: 6 400 morts

La cap des 6 000 décès a été franchi au niveau mondial. Une aggravation qui pousse les gouvernements à durcir leurs mesures.

La barre des 2 000 décès dus au nouveau coronavirus en Europe a été franchie dimanche, portant le bilan à plus de 6 000 morts à travers le monde, où les confinements de populations et les fermetures de frontières se multiplient.

L'Italie a enregistré un nombre record de 368 nouveaux décès en 24 heures, portant le nombre des morts à 1 809 dans le pays, le plus touché en Europe par la pandémie.

Point de départ de l'épidémie, la Chine reste le pays ayant enregistré le plus grand nombre de morts (3 199), mais c'est désormais en Europe que l'épidémie progresse rapidement, avec 2 291 décès, la majeure partie en Italie et en Espagne, où le nombre de contaminations recensées a fait un bond, avec 2 000 cas supplémentaires en 24 heures.

L'Europe est l'épicentre

Et il y a désormais plus de décès recensés ailleurs dans le monde (3 221) qu'en Chine qui semble avoir désormais enrayer la propagation du virus (20 nouvelles contaminations dimanche). Au total, 6 420 personnes sont officiellement décédées de la maladie Covid-19, pour 159 844 cas recensés dans le monde, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles à 17 h 00 GMT.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Europe, qui voit ses systèmes de santé mis à rude épreuve, est «l'épicentre» de la maladie. L'Union européenne a instauré des limitations pour les exportations

d'équipement médical de protection, sauf «autorisation explicite des gouvernements de l'UE».

Deuxième pays le plus touché d'Europe, l'Espagne a confiné sa population et décrété l'état d'alerte pour 15 jours. Plusieurs villes ont annulé les célèbres processions de la semaine sainte début avril.

Progression inexorable

Devant la progression inexorable de la pandémie, fermetures, restrictions de déplacements et annulations d'événements continuaient d'être annoncées en cascade

À l'arrêt depuis dimanche, la France s'apprête à réduire progressivement ses transports longue distance (trains, bus, avions). Elle a néanmoins maintenu ses élections municipales dimanche, mais la participation s'est effondrée de près de 20 points.

L'Autriche a interdit les rassemblements de plus de cinq personnes et limité les déplacements au strict nécessaire. Première destination de sports d'hiver en Europe, elle avait déjà annoncé la fermeture anticipée de ses stations de ski, suivie par la France et la Suisse.

Libre circulation mise à mal

Face au ralentissement de plus en plus marqué de l'économie mondiale, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a exhorté les gouvernements de la planète à travailler ensemble pour empêcher une réces-

sion.

De nombreux pays cherchent à se protéger en s'isolant toujours plus, jusqu'à l'intérieur de l'UE, mettant à mal le principe de libre circulation.

L'Allemagne et la France vont ainsi fermer partiellement leur frontière commune en n'autorisant le passage qu'aux travailleurs transfrontaliers et aux transports de marchandises.

L'Allemagne fera de même avec ses frontières avec la Suisse et l'Autriche. La Pologne, la République tchèque et le Danemark avaient déjà fermé leurs frontières avec leurs voisins ou introduit de fortes restrictions.

La Russie a fermé dimanche ses frontières terrestres avec la Norvège et la Pologne aux étrangers. Danemark et Lituanie ont fermé leurs frontières, tandis que Lettonie, Estonie et Monaco adoptent des restrictions drastiques. La Norvège va fermer ses ports et aéroports.

En Italie, les autorités de Lombardie (nord) s'inquiètent désormais sur la capacité de leur système hospitalier à absorber l'afflux de malades.

La Grèce a annoncé avoir arrêté une centaine de personnes ne respectant pas les mesures anticoronavirus.

Files d'attente

Hors d'Europe, les mesures se durcissent également.

Aux États-Unis, les nouveaux

contrôles pour les Américains rentrant d'Europe ont provoqué le chaos dans les aéroports: longues files d'attente de plusieurs heures, très denses, au mépris des recommandations sanitaires sur la «distanciation

sociale».

En Afrique, continent jusqu'à présent peu touché, la pandémie progresse désormais, comme quasiment partout ailleurs. Un premier cas a été

diagnostiqué ce week-end au Congo, Rwanda, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Seychelles. Plus aucun pays ne semble épargné. ■

